

Dati : "J'aurai le scalp de la patronne de France Télévisions"

Lieux juifs tagués à Paris : le Kremlin avait tout organisé



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



109^e ANNÉE - N° 5457 - mercredi 11 juin 2025 - 1,80 € D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

Trump envoie 700 Marines à Los Angeles Bardella inquiet : "Moi, avec une seule à Paris, ça craint déjà !"

"JUPITER" EST COLÈRE



Echec et mat face à la violence scolaire

AL'OCCASION d'un contrôle des sacs réels, le 10 juin, par des gendarmes devant le collège Françoise-Dolto de Nogent (Haute-Marne), une assistante d'éducation a été attaquée au couteau sous les yeux des élèves par un collègue de 15 ans. La victime, âgée de 31 ans, a succombé à ses blessures peu après. L'auteur des coups a été placé en garde à vue.

Le 27 mars, le très remuant ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, postait sur X ce message, avec quatre photos de sa binette à l'appui, censées montrer tout son volontarisme : « Avec Elisabeth Borne, nous mettons en place dès aujourd'hui un dispositif contre les violences aux abords des établissements scolaires : fouilles préventives, sensibilisation des élèves, formation du personnel. Les élèves porteurs

d'armes blanches seront systématiquement signalés au procureur. Ces actions s'inscrivent dans le Plan d'action départemental pour la sécurité du quotidien. » Las, ce plan n'aura pas empêché le drame du 10 juin, ni celui du 24 avril à Nantes, où un lycéen a poignardé à l'arme blanche quatre de ses camarades, tuant une jeune fille.

Le 5 juin, sur RTL, Borne a taclé, sans le nommer, son collègue Retailleau : « Sur des sujets compliqués, et je n'ai pas de doute qu'il y a une montée de la violence dans la société, nos concitoyens attendent des réponses fermes et efficaces. Il faut prendre le temps d'y réfléchir pour proposer des solutions réellement opérantes, ne pas être sur des réponses toutes faites qu'on ressort régulièrement. »

Les « solutions réellement opérantes » se font attendre.

C. B.

DISSOLUTION, CENT PROBLÈMES

« MON SOUHAIT, c'est qu'il n'y ait pas d'autre dissolution », a lancé Macron à Nice. Compte tenu des résultats de sa première expérience à ce sujet, voilà tout juste un an, et des risques encore courus, ce souhait n'est pas superflu. Il peut même sembler avisé. Sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, prise le 9 juin 2024, sans même en parler au Premier ministre du moment, a eu, on le sait, le contraire de l'effet escompté. Pour lui et, surtout, pour le pays. Elle devait clarifier la situation, elle l'a brouillée un peu plus et a, dans le même temps, lourdement plombé la situation politique comme économique du pays. Le tout en faisant entrer en masse l'extrême droite dans l'hémicycle. Un franc succès !

Certes, après s'être auto-congratulé pour cette dissolution qu'il considérait comme « inéluctable » et comme un coup de génie, il s'était un peu ravivé. D'abord en accusant les Français de ne pas l'avoir « compris ». Puis, dans ses vœux de fin d'année, en euphémisant, avec une contrition aussi forcée que surjouée, que « la lucidité et l'humilité » commandaient de « reconnaître que cette décision avait produit plus d'instabilité que de sérénité ». Et que, « pour le moment », sa dissolution avait apporté « davantage de divisions à l'Assemblée que de solutions pour les Français ». Ce qui n'était pas faux, mais qui présente le sérieux inconvenient de rester, un an après, et deux Premiers ministres plus tard, de plus en plus vrai.

Même si Macron a fini par se rendre à l'évidence qu'en croyant « jeter une grenade dégroupillée dans les jambes de (s)es adversaires » il s'était seulement tiré une balle dans le pied, il a encore la balle, et, sans majorité, son régime est bancal et son gouvernement reste susceptible de tomber à tout instant.

Il peut bien pontifier, comme il l'a fait à Nice, ou profiter, du haut de son estrade dos à la mer, de la Conférence des Nations unies sur l'océan pour poser à celui qui est au-dessus de ces problèmes, il ne les règle en rien. Même en lançant : « Je vous rassure, je continue d'agir dans mes prérogatives et là où je suis » ou en feignant de n'avoir aucune responsabilité dans les décisions prises par son gouvernement ou votées à l'Assemblée en jouant à l'écolo contrarié, il a du mal à convaincre. Y compris son propre camp.

La solution, fait-il mine de s'emporter, visant Bayrou et son gouvernement,

n'est « en tout cas pas de détricoter les choses, ni de détricoter l'économie ». Le problème, c'est qu'avec sa dissolution c'est lui qui a sérieusement détricoté la Macronie, et qu'il s'est, du même coup, détricoté lui aussi. Mais pas question de l'admettre.

Pour lui, l'immobilisme est celui des « formations politiques », pas le sien. Pas celui qu'il serait « un peu facile de reprocher au président de la République ». Il persiste à croire, sans trop le répéter, que sa dissolution sera plus appréciée « sur le temps long ». Une fois qu'il ne sera plus aux affaires, sans doute redeviendra-t-il plus populaire, comme le sont dans les sondages les chanteurs qui ne chantent plus ou les présidents qui ne président plus, mais, sur le temps d'une année, les appréciations, quoi qu'il en dise, n'ont guère changé. Ni sur sa dissolution et ses conséquences ni sur sa popularité.

Erik Emptaz



GRETA THUNBERG MALTRAITÉE EN ISRAËL



Trump : le retour du boutefeux

LE PRÉSIDENT américain souffre-t-il du complexe d'Erostrate, jadis analysé par Sartre ? Et ainsi baptisé en référence à ce Grec inconnu qui, en 356 avant J.-C., avait mis le feu au temple d'Ephèse, l'une des sept merveilles du monde, uniquement pour que son nom reste dans l'Histoire... A Los Angeles, des manifs contre les arrestations massives de migrants par la police spécialisée ICE avaient à peine commencé, le 6 juin, que Trump décrétait l'envoi de l'armée. C'est ainsi que 2 100 hommes de la Garde nationale étaient mobilisés le 7. Puis il dépêchait 700 marines, le 9, tout en s'étranglant sur son réseau, Truth Social : « ENVOYEZ LA TROUPE !!! »

Du jamais-vu dans l'histoire des Etats-Unis, comme si la Californie était à feu et à sang, en état d'insurrection » généralisée, seule exception qui puisse motiver l'envoi de soldats pour faire du maintien de l'ordre, selon un texte de 1807. Et cela contre l'avis du gouverneur démocrate Gavin Newsom, qui accuse le Président d'avoir pris « une décision délibérément incendiaire », d'avoir « fabriqué une crise » et commis un abus de pouvoir « illégal », qu'il a attaqué en justice.

Qu'à cela ne tienne, Trump, le 9 juin, répondait aux journalistes qu'il trou-

verait « super » d'arrêter le gouverneur Newsom, qu'il surnomme « Newsom » (« nouvelle canaille »). L'intéressé a marqué le coup sur X (9/6) : « Le président des Etats-Unis vient d'appeler à l'arrestation d'un gouverneur en exercice. (...) C'est un pas incontestable vers l'autoritarisme. » Et de préciser que les marines « ne devraient pas être déployés sur le sol américain, face à leurs propres compatriotes, pour réaliser le fantasme fou d'un président dictatorial ».

C'est à dessein que Trump dénonce depuis des mois l'« invasion » du territoire national par des hordes de « criminels venus de l'étranger », afin de mieux justifier la militarisation de sa politique d'expulsion. Et, comme prévu, depuis l'annonce de l'« envoi de la troupe », les manifs se durcissent, avec des incendies de voitures et des affrontements, et commencent même à faire tache d'huile (inflammable) dans d'autres villes.

Le 6 janvier 2021, en plein déni de sa défaite, Trump avait chauffé à blanc la foule lors d'un discours devant la Maison-Blanche, lançant ses partisans à l'assaut du Capitole. En se gardant bien d'appeler à la rescousse la Garde nationale pour éteindre l'incendie de cette « insurrection », véritable, celle-là.

D. F.

Le Pen des villes et Le Pen des champs

TANT qu'à choisir le Loiret, l'extrême droite européenne aurait pu poser ses valises à Pithiviers, qui a vu partir en 1942 huit convois de Juifs français vers Auschwitz. Elle aurait pu se recueillir dans l'ancienne gare transformée en mémorial. En ce lundi de Pentecôte, les esprits malsains de la fachosphère du Vieux Continent ont préféré tomber sur Mormant-sur-Verdon, 133 habitants, pour célébrer, dans un « meeting champêtre », l'anniversaire des européennes de 2024, on a les anniversaires qu'on mérite. Les organisateurs lepénistes ont évité Montargis, décrit par le dictateur hongrois Viktor Orbán, qui s'y connaît en Gâtinais, comme une ville livrée à la criminalité et aux migrants.

Les milliers d'invités des Patriotes pour l'Europe (PE), dont le RN est membre, ont pourfendu Bruxelles. Mais ils étaient tous heureux de dépenser en food trucks ses millions d'euros de subventions versées en 2025 au PE. L'Union ne compte pas ses sous quand

il s'agit de faire vivre la démocratie, même si, à la fin, c'est pour se faire traiter d'« empire dictatorial » par Le Pen.

Toute cette fachosphère s'est dite menacée, bien sûr, par le « grand remplacement ». Sus à l'immigré qui veut nous piquer nos bur-

gers ! Viktor Orbán a ressassé son complotisme : « Ce qui se passe, ce n'est pas une migration, c'est un échange organisé de populations pour remplacer le socle culturel de l'Europe. » Organisé par qui ? Bruxelles et le Juif George Soros, bien sûr. Bizarrement, Marine Le Pen, qui se prétend aujourd'hui la meilleure défenseuse de la communauté juive, n'a rien trouvé à redire à cet antisémitisme maladif. Elle n'a pas pipé mot non plus quand Orbán s'en est pris, une fois de plus, aux homosexuels.

Mieux, elle qui, il y a encore peu, prenait ses distances avec la thèse du grand remplacement et le concept de remigration (expulsion massive d'immigrés en situation légale en Europe) désormais les applaudit. Comme si le vernis de la « respectabilité » dont elle veut se parer en France craquait dès qu'elle se retrouve avec ses amis sommités fachos du Vieux Continent.

Lesquels n'ont cessé de tresser des louanges à la reine du détournement de fonds européens. « Votre présidente est une amie de longue date, une personne formidable, une combattante courageuse », a résumé Orbán.

De la part du dictateur hongrois, le compliment vaut de l'or ! De quoi rendre jaloux Bardella ?

J.-M. Th.

Au RN, zéro pour les taulards !

TATIANA LEDOUX, la suppléante du député RN Marc de Fleurian (Pas-de-Calais), a de riches idées pour lutter contre les délinquants en taule. Et elle les exprime par écrit, ce qui, dans son cas, est intrépide.

Le 25 mai, elle a publié sur son compte LinkedIn un message explosif, déniché par nos confrères de « La Coulisse de Calais » (6/6). Attention, ga-

ranti sans trucage, mais pas sans fautes : « Je propose que (...) dans les prison... les incarcérés aient des tenus sans poches... pas de veste... fini le clubmed et que pour leur sécurité le personnel pénitencier soit masqué comme le gign. Pour enfumer les taupes. Pas besoin d'avoir fait sciencepo... d'être attal (trou de b...) ça coute rien zéro portable

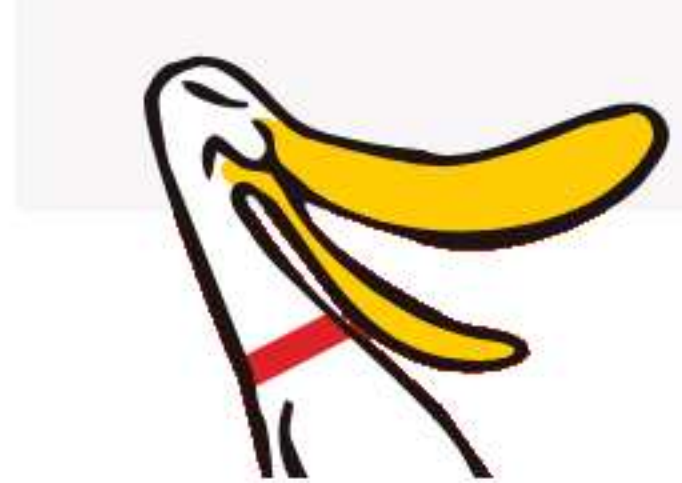
zero visite zero poche... et efficace. »

Un mois plus tôt, Ledoux postait une photo de cartouches, avec, pour commentaire : « Des études récentes ont démontré que ces puces implantées dans la tête des criminels réduisaient le risque de récidive à 100 %... »

Et, au RN, on a quoi dans la tête ?

M. B.

LE RN INVITE LES EXTRÊMES DROITES EUROPÉENNES À SA "FÊTE DE LA VICTOIRE"



Le PS comme Nancy de rien n'était...

MOINS le PS compte d'adhérents, moins il y a de votants (26 000 au second tour) lors de ses congrès, et plus le résultat est serré. C'est avec un score encore plus étriqué qu'il y a deux ans, à peine 200 voix d'avance, soit moins d'une voix par section, qu'Olivier Faure a sauvé son poste de premier secrétaire. Et, au moment où « Le Canard » mettait sous presse, on ne connaissait toujours pas les résultats par fédération!

Le congrès de Nancy, qui doit avaliser ce week-end ces résultats, devrait être encore plus long mais beaucoup moins passionnant que la dernière finale de Roland-Garros. La grande question sera

de savoir s'il y a ou non « synthèse » entre les trois courants qui se sont affrontés au premier tour. « Si Faure est un premier secrétaire averti, il devrait la faire », suggère un grand ancien. Mais Faure ne croit pas à une synthèse générale; il compte une fois de plus sur la division de ses adversaires. « Entre Carole Delga, Nicolas Mayer-Rossignol et Hélène Geoffroy, ce n'est pas la même limonade », glisse un de ses proches. Mayer-Rossignol, de son côté, « refuse de repartir comme si rien ne s'était passé ». « On ne veut pas d'une synthèse mise en scène », avance un proche du maire de Rouen. « On ne cherche pas à obtenir des postes. » C'est beau...

Aussi la fameuse synthèse pourrait-elle se limiter au troisième larron, Boris Vallaud. Mais, attention, si le président du groupe PS à l'Assemblée en est partisan, « ce n'est pas façon auberge espagnole ». Seulement landaise? Quoi qu'il en soit, Vallaud, fort de ses 18 % au premier tour, veut structurer son courant et se présenter à la primaire de la gauche en vue de la présidentielle.

La primaire, voilà sur quoi achoppent les trois courants du PS. Faure la veut la plus large possible, de Glucksmann à Ruffin. Mais Mayer-Rossignol ne veut pas de Ruffin, qu'il considère peu ou prou comme un insoumis. Quant au projet, il sera toujours assez tôt pour commencer à y réfléchir...



Delga fait la dette

La présidente de la région Occitanie, Carole Delga, aurait-elle des trous de mémoire? En découvrant les articles du « Canard » (21/5 et 4/6) sur ses impayés de cotisations au Parti socialiste en tant qu'élu (18 200 euros, une paille!), elle est tombée de l'armoire. Sur X (3/6), elle a affirmé ne rien devoir au parti et, par conséquent, ne pas avoir signé de reconnaissance de dette. Dans une réponse au Palmipède, elle explique payer ce qu'elle doit au PS par le biais d'une contribution mensuelle à l'Union de la gauche socialiste, républicaine et citoyenne d'Occitanie (ouf!), un micro-parti créé par son prédécesseur à la région, Martin Malvy. Soit, selon elle, 22 000 euros acquittés depuis 2019.

Petit hic : tous les conseillers régionaux socialistes versent leur obole à ce groupuscule, en plus de leur cotisation au PS. Ce tour de passe-passe ne passe pas au siège national du parti. Où l'on



précise par ailleurs que la présidente de la région Occitanie a fini par signer un échéancier de remboursement plutôt qu'une reconnaissance de dette.

Delga avait menacé de quitter le PS si Olivier Faure était réélu. Si elle part, on annule tout?

Bris de Nice

Après avoir tapé du poing sur la table dimanche 8 juin dans la presse quotidienne régionale, disant notamment son fort mécontentement devant le détri-cotage des lois écologiques, Emmanuel Macron a remis le couvert le lendemain à Nice, où il accueillait le Sommet de l'ONU sur l'océan.

« D'abord, il y a LFI, qui veut se montrer plus écolo que les écologistes et qui vote pour la suppression des ZFE (zones à faibles émissions). C'est le cynisme fait LFI, la France

inconstante. » Ouaf! Ensuite, il y a « tous ceux qui expliquaient que j'étais le président de l'inaction climatique » mais qui « sont très silencieux pour dénoncer les détricotages faits aujourd'hui par le RN, LFI, LR... » Et même quelques députés Renaissance...

Conclusion de Macron : « On a expliqué que la convention citoyenne avait accouché d'une souris, mais on passe aujourd'hui beaucoup de temps à faire disparaître la souris. »

Peut-être parce que le chat de l'Elysée a les griffes élimées...

«Washing» à tout-va

Décidément en verve, Macron a aussi renouvelé ses attaques de la veille contre une droite accusée de préférer « brain-washer (laver le cerveau) sur l'invasion du pays et les derniers faits divers » plutôt que de s'intéresser au climat.

« Le RN doit être vraiment prêt à tout et mal en point pour instrumentaliser la douleur des familles », a-t-il estimé depuis Nice. Retailleau aussi en a pris pour son grade : « La surenchère des mots ne doit pas être le paravent de l'exigence d'agir. »

C'est beau comme du Confucius revu par Jean Cocteau.

Un coup à gauche...

Une offensive antidroite qui cache quelques arrière-pensées. Macron considère l'écologie comme l'un des marqueurs de son mandat; il est bien le seul, mais il veut « continuer à tenir une ligne crédible » sur le sujet vis-à-vis du PS et des Verts. Dans l'espoir, qui sait, de sauver le vote du budget à l'automne.

A minima, ajoute un ministre de premier plan, il ne faut « pas donner l'impression qu'on achète et qu'on endosse tout l'agenda de Wauquiez, de Ciotti et de Bardella ».

Il faudrait en effet avoir le dos large.

Retailleau limite hors jeu

La fermeté inlassablement revendiquée par Bruno Retailleau serait-elle soluble dans l'amour du ballon rond? A la veille d'un match amical que le onze malien disputait le 5 juin à Orléans face au Congo, le ministère de l'Intérieur a accordé à l'équipe nationale du Mali une faveur: la délivrance accé-

d'erreurs ou de petits oublis. La HATVP, qui contrôle leur exhaustivité, a demandé à plus de la moitié (58 %) des ministres de revoir leur déclaration de patrimoine, souvent pour des points mineurs. Un taux de rectification plus important encore que celui des parlementaires (52 %).

Les ministres font aussi l'objet d'une vérification fiscale. Dans le même rapport, on apprend que 12 contrôles se sont soldés par des corrections de l'imposition précédemment acquittée, « tant sous la forme de rectifications que sous la forme de dégrèvements en faveur des membres du gouvernement ». Des ministres qui ont tant de mal à remplir correctement leur déclaration de revenus, c'est au fond assez rassurant...

lérée de visas de court séjour au profit de six joueurs et de onze membres du staff. Et ce à la demande du Franco-Roumain



Alexandre Coppolani, préparateur physique des Aigles du Mali, qui a été reçu Place Beauvau par un conseiller du premier flic de France.

Et tant pis si, inflex en rafales à l'appui, la junte au pouvoir à Bamako impute tous ses malheurs aux viles manœuvres « néocolonialistes » de Paris.

Macron fait tester sa candidature pour 2032

AU LENDEMAIN du grand show télé du Président du 13 mai, le Service d'information du gouvernement (SIG) a demandé à l'institut OpinionWay de tester l'hypothèse d'une candidature Macron en 2032 auprès d'un petit échantillon de Français (« lecanard-enchaîne.fr », 6/6). Les résultats de ce sondage « qualitatif » (sans intentions de vote) sont joints au rapport de la



« En l'absence de risque migratoire, argue-t-on dans l'entourage du ministre de l'Intérieur, on a simplement accéléré les délivrances ou adapté les durées de validité » des précieux sésames.

L'ancien pilier du Puy du Foot s'expose néanmoins à quelques tacles de ses bons camarades de droite.

Edouard et son pote Bruno

Edouard Philippe continue de laisser flotter l'idée qu'il pourrait former un tandem avec Bruno Retailleau en 2027. A droite, on y voit un signe de fébrilité de la part du Havrais. « Quand on commence à parler de ticket, c'est qu'on sent le vent du boulet », ricane un député LR, qui rappelle cruellement: « Le dernier à [avoir] voulu faire un duo avec

Dreyfus général? Un train de sénateur...

SURPRISE des ministres, au Conseil du 4 juin, quand le secrétaire général de l'Elysée, Emmanuel Moulin, a lancé, à la fin de la réunion: « Dreyfus, ça ne va pas au Sénat. On arrête là! »

Décryptage, pour les non-initiés: la proposition de loi (PPL) adoptée – à l'unanimité deux jours plus tôt – par les députés ne sera pas inscrite par le gouvernement à l'ordre du jour de la Haute Assemblée. Cette PPL vise à accorder à titre posthume le grade de général au capitaine Dreyfus, qui avait été dégradé avant d'être réhabilité. Lidée

C'EST NOUVEAU : LE GOUVERNEMENT GOUVERNE !



Retailleau, c'[est] Wauquiez... Heureusement, son ami et réalisateur Laurent Cibien vient de reprendre sa caméra pour réaliser un quatrième opus de sa série « Edouard, mon pote de droite », en espérant que celle-ci se termine par l'image de sa victoire à 20 heures un soir du printemps 2027.

Avec Retailleau sur la photo?

A la recherche des milliards perdus

A l'affût des fameux 40 milliards d'euros que Bayrou leur a demandé de trouver pour boucler le prochain budget, les services de Bercy se penchent sur le plan d'économies proposé au début de l'année dernière par Bruno Le Maire, qui n'avait pas été suivi. C'est dans les vieux pots...

Parmi les mesures sérieusement étudiées, une nouvelle réforme de l'assurance-chômage (4 milliards d'euros), une réforme des indemnités journalières de la Sécu et des arrêts de travail de courte durée (3 milliards), une franchise plus importante sur les médicaments (1 milliard). Sont aussi à l'étude une désindexation des pensions de retraite et des prestations sociales (3 milliards), un gel des dépenses de l'Etat et la suppression de certains organismes publics (8 milliards).

Soit à peu près les 20 milliards d'économies qui n'ont pu être faites en 2024, pour cause, notamment, de dissolution. Bon courage!

commission d'enquête parlementaire sur l'organisation des élections en France, rendu public le 6 juin.

Comme la plupart des sondages commandés par le SIG, celui-ci n'était pas destiné à être diffusé. Officiellement, ces études servent à « guider l'action du gouvernement » et sont tenues secrètes. Le député Insoumis Antoine Léaument, rapporteur de la commission, s'alarme de ce type de sondages : « On peut se demander quelle [est leur] utilité (...) pour l'action du gouvernement, surtout qu'ils représentent une dépense non négligeable. »

En 2023, le SIG avait dépensé 1,2 million d'euros pour 70 sondages. Un pognon de dingue!

Les alcooliques de la dépense

« Bayrou ne pourra pas faire dans le tiède, confirme un poids lourd du Sénat à propos du prochain budget. Pour l'instant, il est obligé de se montrer hermétique, confidentiel, car tout le



monde monte au créneau dès que sort le moindre truc. »

« En attendant, raconte le même, Amélie de Montchalin (la ministre des Comptes publics) amuse la galerie. A Bercy, ils en sont à faire des groupes de

plaidé quelques galonnés, « si on faisait ça pour Dreyfus, il faudrait le faire pour tout le monde ». Même pour de Gaulle, qui est resté général de brigade à titre temporaire?

Il y aurait bien une autre proposition de loi, déposée par le président du groupe PS au Sénat, Patrick Kanner, qui pourrait prendre le relais. Mais le groupe socialiste ne dispose plus de niche parlementaire avant la fin de la session. Ce qui renvoie la discussion au mieux à l'automne, au pire... aux calendes grecques.

Bah! Dreyfus n'en est plus à quelques années près...

parole sur le thème : dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer!

Les ministres anonymes, en quelque sorte...

Bayrou «sacrificiel»

« Bayrou se va sacrifier. » C'est aussi le sentiment d'Olivier Faure. « Je sens qu'avec ces 40 milliards d'économies à tous les étages, il va droit dans le mur en klaxonnant, analyse en petit comité le patron du PS. Il veut apparaître comme l'homme empêché, celui qui n'a pas les moyens d'agir. »

Et de poursuivre: « Ça lui permettra de quitter le gouvernement cet automne, de prendre un peu de distance pour revenir comme candidat à la présidentielle sur le thème: « Je suis courageux. » Ce qu'il n'a pas compris, c'est qu'un mauvais Premier ministre ne fera jamais un bon président. »

Et un premier secrétaire mal réélu, ça donne quoi?

Une défaite à Paris

Consternation chez les partisans parisiens du socialiste Nicolas Mayer-Rossignol. « Un véritable séisme », entendaient-on à la fédération du PS au soir du premier tour (27/5). La première secrétaire fédérale, Lamia El Aaraje, soutenue par Anne Hidalgo, a perdu la majorité absolue dans la plus grande fédération de France.

Une sanction pour la maire de Paris et son équipe. Mais ce n'est pas tout : ces chiffres annoncent une probable défaite de Rémi Féraud, le poulain d'Hidalgo, face à Emmanuel Grégoire, l'ennemi juré de la maire sortante.

Laquelle n'a même pas pu se consoler avec la victoire du PSG, dont elle voue également la direction aux gémonies.

Le ministre israélien qui fait fuir les patrons

Nir Barkat, le ministre israélien de l'Economie et de l'Industrie, n'était pas vraiment persona grata lors de sa visite en France, du 3 au 6 juin. Il espérait, via la branche internationale du Medef, rencontrer les patrons des grandes entreprises de l'Hexagone. Raté: aucune entreprise liée à la défense ou à l'armement n'a donné suite.

Côté transports, Jean-Pierre Farandou, le président de la SNCF, a consenti à envoyer un sous-directeur; une poignée de



patrons de moyennes entreprises ont fait de même. « Mais ça a été une tannée de les faire venir! s'amuse un membre du Medef. Personne ne voulait s'afficher avec lui. Même ceux qui ont des intérêts sur place! » « Il faut dire que, sur une heure d'échanges en principe consacrés à l'économie, raconte un participant, il nous a parlé du Hamas pendant vingt minutes. »

Quant à Patrick Martin, le patron du Medef, il a ignoré l'invitation à petit-déjeuner avec Barkat et s'est arrangé pour ne pas le croiser dans ses locaux. Le VRP de Netanyahu aura au moins vu la tour Eiffel.

minimares

● Les services de l'Etat, non contents d'avoir couvert la fraude de Nestlé sur les eaux contaminées, apportent une énième preuve de l'addiction du gouvernement aux bulles de Perrier. Dans une vidéo du Quai d'Orsay (Instagram, 4/6), on voit Macron et une petite foule se congratuler dans les salons du ministère, devant des rangées de bouteilles vertes d'eau gazeuse. Sans filtre!

● Retrouvailles, ce 10 juin, au ministère de la Défense, où Sébastien Lecornu recevait discrètement François Fillon, dont il fut le directeur de campagne adjoint en 2017, avant de prendre la poudre d'escampette pour cause de « Penelopegate ». Lecornu voulait-il consulter Fillon sur la mentalité de Poutine ou sur le meilleur moyen de durer à Matignon, où il espère entrer?

● Elisabeth Borne, ministre de l'Education, ne digère pas la proposition de son « ami » Gabriel Attal visant à interdire le voile dans l'espace public pour les filles de moins de 15 ans (« Le Parisien », 8/6): « Ce sont des sujets lourds. Ils méritent de la réflexion, des débats au sein du parti. » Elève Attal, au tableau!

● Après les bailleurs sociaux de Marseille, la ministre Juliette Méadel, évoquant le mal-logement, alerte ceux de Montpellier (« Midi libre », 6/6): « Si d'ici au 15 juillet ils n'ont pas amélioré la situation, je vais sévir, il y aura des sanctions. » Peur sur la ville.

● Le casting présidentiel de 2027 est un véritable casse-tête pour les sondeurs. « Les gens deviendraient fous si on publiait un sondage avec plus de 10 hypothèses », affirme Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop (« Le Figaro », 6/6). Moyennant quoi, au mois d'avril, son institut s'est limité à... 7 scénarios de premier tour!

● Marine Tondelier tentée par 2027 (« La Voix du Nord », 5/6): « J'ai un avis très précis sur qui devrait être la meilleure candidate, mais je ne le dirai pas aujourd'hui. » Chez les écologistes, on cultive le secret en permaculture.

● Tout en subtilité, Michel Barnier se pousse du col en vue de la présidentielle (« Le Point », 5/6): « Cela peut se produire que [le prochain président] ne fasse qu'un seul mandat, s'il a un certain âge. » Par exemple celui de Barnier Michel, né en 1951? « 73 ou 78 ans, ce n'est pas la même chose, c'est le temps d'un mandat », insiste-t-il. Limpide comme un sommet savoyard par beau temps.

● Xavier Bertrand, président LR de la région Hauts-de-France, tire sur Edouard Philippe (Horizons) dans « L'Express » (5/6): « Qu'a-t-il fait pour les Français depuis 2020 et son départ de Matignon? » « Il aurait dû manifester sa colère quand il était Premier ministre », ajoute-t-il, en une fine allusion au titre du dernier bouquin de Philippe. La compétition, au centre droit, s'annonce féroce.

● Edouard Philippe, quant à lui, n'en finit pas de régler ses comptes avec Macron (France Inter, 4/6): « C'est le président de la République qui a tué la majorité présidentielle. » Comme si l'ancien Premier ministre avait eu besoin de ça pour reprendre sa liberté!

● David Lisnard, le maire (LR) de Cannes, est colère (« Midi libre », 6/6): « Il n'y a pas de dignité sans liberté [ni] justice. Mais, aujourd'hui, le laxisme sécuritaire est devenu liberticide. » Le Festival et ses paillettes lui seront montés à la tête.

● Christian Estrosi, son voisin de Nice, s'est enflammé sur X (6/6) à propos du Sommet de l'ONU sur l'océan, qui se tient dans sa ville: « Ce soir, le monde est à Nice. » Avant de s'extasier sur les « 22 km » parcourus par certains pour y participer, puis de rectifier: « 22 000 km ». Pour le bilan carbone, ça change tout...

● Fanfaronnade d'Eric Ciotti (« Le JDNews », 4/6): « Je n'ai jamais été aussi libre politiquement. » Avant d'ajouter: « La droite ne reviendra pas au pouvoir sans une alliance claire avec le Rassemblement national. » Ce qui relativise un tantinet cette « liberté »...

● Julien Dray a rhabillé durablement Olivier Faure avant même sa réélection (« Marianne », 7/6). L'ancien député socialiste a dénoncé la « groupuscularisation du PS », la « descente aux enfers » d'un parti squelettique, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, « dont le premier secrétaire « n'a jamais travaillé » et « ne pense qu'à sa survie politique ». En toute camaraderie.

● Au concours « Ma binette partout », de nombreux canotons nous signalent les exploits du ciottiste Bartolomé Lenoir, député Union des droites pour la République (UDR) de la Creuse, qui orne les 8 pages de sa gazette parlementaire (mai-juin 2025) avec quelque 50 photos de sa trébuchine, flanquées de ce slogan: « Avec vous, fiers de la Creuse! » Et pas peu fier de lui.

ANTOINE LÉAUMENT (LFI) VEUT INTERDIRE LES SONDAGES AVANT LES ÉLECTIONS



Le Rocher noir de Monaco

LES COMMISSAIRES européens ignorent décidément les bonnes manières: trois jours seulement avant que Brigitte et Emmanuel Macron se rendent pour une visite d'Etat, avec le tralala habituel, dans la principauté de Monaco, ils ont averti Son Altesse Sérénissime le prince Albert II qu'ils proposaient l'inscription de son Rocher sur la liste des pays qui « ne satisfont pas aux exigences de lutte contre le blanchiment et l'argent du terrorisme ».

Le coup est d'autant plus bas que, depuis l'héroïque guerre fiscale remportée en janvier 1962 par le général de Gaulle, la principauté est devenue une monarchie constitutionnelle fonctionnant en grande partie sous la tutelle de la France. Le ministre d'Etat qui dirige son gouvernement est nommé en accord avec Paris. La magistrature monégasque, comme le corps enseignant, est composée pour sa grande majorité de fonctionnaires français en détachement. De nombreux accords bilatéraux, notamment fiscaux, régissent, sous le regard des hauts fonctionnaires de Bercy, les relations économiques entre les deux pays. Ils empêchent aussi les citoyens français de bénéficier, comme les Italiens, les Britanniques ou... les Russes, des charmes de ce paradis fiscal.

Fort de ses 9 200 citoyens monégasques et de ses 30 000 résidents étrangers, cette principauté de 208 ha où règnent les promoteurs

immobiliers peut se flatter de compter autant d'agences bancaires que de propriétaires de Ferrari. Sa prospérité a de quoi rendre jaloux: son PIB a progressé de près de 50 % depuis 2014, cinq fois plus que dans l'Hexagone, au cours de la dernière décennie.

Comme une vulgaire Bulgarie

Seule ombre au tableau soulignée par la Commission européenne dans son inimitable jargon: malgré de nombreux rappels à l'ordre, Monaco présente toujours « des insuffisances stratégiques dans ses dispositifs de lutte contre le blanchiment ». La principauté devrait donc être inscrite, dès cet été, sur la « liste grise » des pays sous surveillance renforcée du Groupe d'action financière, et les établissements bancaires qui y sont installés faire l'objet d'« une surveillance accrue ». Deux autres Etats européens seulement méritent cette distinction: la Croatie et la Bulgarie.

Cette décision devra être confirmée par le Conseil européen et le Parlement de Bruxelles; elle prouve néanmoins que les contrôles exercés par la France demeurent trop laxistes. Mais, avec la nomination, la semaine dernière, d'un nouveau ministre d'Etat, Philippe Mettoux, tout devrait s'arranger. Ce sexagénaire était directeur juridique et de la conformité à la SNCF. De quoi remettre la principauté sur les rails?

En pétard contre Macron, Poutine se remet à la peinture

Pour la cinquième fois en dix-huit mois, les services russes ont mené une opération de déstabilisation en France. Avec l'aide de petites mains serbes pas choisies au hasard.

LES SERVICES français s'attendaient à ce que Poutine en remette une couche, ils sont servis ! Après les étoiles de David bleues, les mains rouges, les graffitis de cerceaux volants en forme de Rafale et autres riantes facéties, c'est la cinquième fois en dix-huit mois que Moscou envoie en France des peintres barbouzards pour se venger du soutien de Macron à l'Ukraine. Dans la nuit du 30 au 31 mai, trois semaines après la spectaculaire équipée ferroviaire du chef de l'Etat en direction de Kiev, cinq lieux symboles de la communauté juive à Paris – le Memorial de la Shoah, plus trois synagogues et un restaurant – ont été badigeonnés de peinture verte, référence au drapeau palestinien. La guerre du ripolinage est bel et bien déclarée !

La tentative de déstabilisation orchestrée par Moscou s'est accompagnée d'une campagne numérique autour d'un faux article du « Point » publié le 29 mai sous le titre « Macron surfe sur la vague de l'antisémitisme » et relayé par des comptes russes. Toujours d'après les informations du « Canard », la Direction générale de la sécurité intérieure est désormais aux trousses de « Cavke » et « Trouba », les deux commanditaires supposés de l'opération peinture verte, membres présumés des services russes.

Rouleurs compressés

L'enquête de terrain menée par la Préfecture de police a permis, en quatre jours, d'identifier les cinq membres du commando, tous serbes. Sitôt leurs barbouillages antisémites commis, deux d'entre eux se sont envolés depuis Roissy pour Belgrade via la compagnie polonaise LOT. Les trois autres, qui avaient filé



sur la Côte d'Azur, ont été arrêtés le 2 juin à Juan-les-Pins. Grâce aux caméras de vidéosurveillance et à la téléphonie, la sûreté territoriale parisienne a pu reconstituer les dessous de cette mission très artistique...

Le 28 mai, la cellule, qui avait rallié la France en voiture, reçoit l'adresse des cinq cibles par messagerie cryptée. Une fois les repérages effectués, une partie de la fine équipe se rend, le 30 mai, au magasin Leroy Merlin de Marne-la-Vallée, une enseignes qui, pour la petite histoire, et malgré la guerre en Ukraine, demeure le premier employeur étranger de Russie. Poutine, reconnaissant, favorise le commerce des amis...

Pistolets à peinture, pots de couleur verte, eau minéralisée pour le mélange, combinaisons de travail, gants... Soigneusement conservée dans l'un des téléphones portables, la note de frais s'élève à 350 euros. Sur le chantier de gribouillage,

lancé la nuit même, les rôles sont militairement répartis. Tandis que Petar D. s'occupe des tags, son grand frère Bogdan D. tourne les vidéos. Dalibor M., le cerveau du groupe – qui connaît bien la région parisienne pour y avoir vécu cinq ans –, joue les chauffeurs. Montant de la prestation : 1000 euros par personne, réglés par le commanditaire via une application de transfert d'argent après réception des clichés prouvant les dégradations antisémites. Pas question, pour les espions de Poutine, de se faire arnaquer...

Un sérieux tour d'écrou

Manque de pot pour les trois artistes, la Peugeot 308 break noire louée pour un mois était équipée d'un système de repérage, ce qui a permis à la sûreté de les suivre jusqu'à Juan-les Pins. Cette virée ensoleillée,

les enquêteurs en sont persuadés, ne doit rien au hasard : la station balnéaire compte quatre synagogues. Mis en examen pour « atteintes aux biens pour le compte d'une puissance étrangère », le trio dort sous les verrous. Les deux fuyards de Roissy devraient bientôt se trouver sous le coup d'une commission rogatoire internationale.

Le club des cinq Serbes encourt une peine de vingt ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende, un tour de vis pénal permis par la loi du 25 juillet 2024 sur les ingérences étrangères. Lorsque, en octobre 2023, des étoiles de David avaient été dessinées au pochoir sur les murs de Paris et de sa banlieue par des Moldaves à la solde de Poutine, la justice ne pouvait dégaîner qu'une banale infraction pour dégradation en réunion. L'activité peinture est devenue dangereuse...

Cela n'arrête pas Poutine et ses sbires. « Si les services russes ont choisi des Serbes pour leur basse besogne, c'est pour envoyer un double message à Paris mais aussi à Belgrade, qui a courroucé le maître du Kremlin en osant acheter l'année dernière 12 Rafale à la France », analyse un militaire. Les russkofs l'ont d'autant plus mauvaise que la Serbie est considérée comme un pays ami.

Curieux hasard : le 30 mai, alors que se préparait l'attaque à la peinture verte, le SVR, le service russe de renseignement extérieur, s'est fendu d'un drôle de communiqué accusant la Serbie de livrer des armes aux Ukrainiens sous le manteau. Un acte qualifié de « coup de poignard dans le dos ».

De là à penser que les Russes ne sont pas à prendre avec des pinceaux...

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé



L'ultradroite échappe à la police

« L'N'ÉTAIT PAS dans nos radars. » L'aveu, un peu honteux, est signé d'un pont de renseignement. Il concerne le tueur de Puget-sur-Argens (Var) qui a sulfaté son voisin, un coiffeur tunisien, avant de revendiquer le meurtre sur son compte Facebook à l'aide de plusieurs vidéos à caractère raciste. Depuis 2019, le quinquagénaire propagait sa haine ultra-droitière envers les « bicots », appelant ses abonnés à se « réveiller, à sortir [leurs] couilles, à aller les chercher là où ils sont ». Des appels au meurtre répétés qui, étrangement, n'ont fait l'objet d'aucun signalement. Leur auteur était pourtant loin d'être discret...

Membre d'un club de tir sportif, il habitait avec son épouse dans un local commercial transformé en loge-

ment par des marchands de sommeil. Le secteur était un no man's land où vivait aussi sa victime, qu'il menaçait de tuer régulièrement. Malgré tous ces avertissements, ni les gendarmes locaux ni les services de renseignement n'ont cru bon de le mettre sous surveillance.

Profil à tirer

« Ils sont trop nombreux à avoir le même profil, explique un commissaire spécialisé dans le renseignement, c'est peut-être pour cette raison qu'il n'a pas été repéré. » Soucieux d'éviter de nouveaux « trous dans la raquette », Georges-François Leclerc, à la fois préfet de région et de police, avait pourtant pris l'initiative, il y a quelques semaines, de créer une « cellule de renseignement opérationnel » sur l'ultradroite.

D'après les informations du « Canard », le cabinet de Retailleau a demandé des comptes à Céline Berthon, la patronne de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), censée déboucher les militants fachos susceptibles de passer à l'acte. Elle ne peut pas dire qu'elle n'avait pas été prévenue. Nicolas Lerner, son prédécesseur – désormais numéro un du renseignement extérieur – l'avait annoncé publiquement (« Le Monde », 9/7/23) : « La mouvance d'ultradroite, forte d'environ 2 000 personnes, engendre un risque terroriste qui va croissant ces dernières années au sein des démocraties occidentales, en France en particulier. »

Si personne n'écoute la DGSI...

D. H. et C. L.

Retailleau fourgue les étrangers à Darmanin...

APRÈS les barbus et les « barbares », les retenus ! Bruno Retailleau repart en croisade, cette fois contre les milliers de personnes maintenues en centre de rétention administrative (CRA) en vue de leur « éloignement contraint ». Pour l'heure, le ministre de l'Intérieur avance masqué derrière Marie-Carole Ciuntu, sénatrice LR du Val-de-Marne, qui compte parmi ses affidés et qui a déposé une proposition de loi votée au Sénat le 12 mai.

L'objet du texte ? Confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) la tâche d'informer les personnes retenues et de leur fournir un appui juridique. Depuis la création des CRA, en 1984, ce

boulot est fait par des associations (Cimade, France terre d'asile, Forum réfugiés, Groupe SOS Solidarités, Solidarité Mayotte). Las ! Retailleau les trouve trop engagées. Un péché mortel à ses yeux !

CRA ad hoc

Pour assurer le job, les cinq organisations répondent pourtant à un appel d'offres émis par Beauvau. Le dernier a été renouvelé le 27 septembre, pour une valeur estimée à 26 millions d'euros, divisés en plusieurs lots sur quatre ans. Comme le ministre en a rêvé, la proposition de loi sénatoriale expulse les associations des CRA pour y installer des agents de l'Ofii. Cet organisme public, doté de 242 mil-

lions d'euros de subvention annuelle, estime qu'il lui faudrait doubler la présence de ses fonctionnaires, juste pour faire de l'information. Il reviendrait à des avocats de fournir une aide juridique.

Payés par qui ? Pas par les individus retenus, qui, la plupart du temps, sont sans le sou. En mai 2024, le Conseil constitutionnel a heureusement accordé l'aide juridictionnelle à tous les étrangers en situation irrégulière. C'est donc l'Etat qui devra payer les défenseurs. Mais pas le ministre de l'Intérieur, qui ne peut, dans le même temps, réclamer des expulsions et signer des chèques pour maintenir les bannis sur le territoire national. Il reviendra donc à la Jus-

tice de cracher au bassinet, comme elle le fait déjà pour les avocats commis d'office.

Désormais entre les mains de l'Assemblée, la proposition de loi Ciuntu ne devrait pas être examinée. Florent Boudié, le président de la commission des Lois, n'est pas pressé de se pencher dessus. Le 17 juin, il a prévu de recevoir les cinq associations menacées d'être dessaisies de leurs prérogatives.

Au « Canard », ce macronisme confie « ne pas être opposé à une meilleure utilisation des fonds publics » mais prévient : « Je ne suis pas dupe de l'opération politique, voire électorale, derrière cette proposition de loi. » Retailleau déjà démasqué, quel carnaval !

D. H.



A Mayotte, la préfecture trafique des papiers

LA MACHINE à expulser tourne à plein régime à Mayotte. Parfois au moyen de combines illégales de la préfecture, qui tente de virer du territoire des enfants arrêtés sans leurs parents. Parmi les astuces, attribuer à un clandestin mineur une fausse date de naissance pour faire de lui un adulte majeur au moment de son interpellation...

Exemple : Saham M. est né le 26 décembre 2005 aux Comores, ainsi que le montrent son certificat de naissance et plusieurs documents de scolarisation à Mayotte, où il vit depuis 2016. Visé par une obligation de quit-

ter le territoire français (OQTF), qui lui a été notifiée tout de suite après son interpellation, il voit sa date de naissance fixée au 26 décembre 2001. Résultat : il est enfermé au centre de rétention administrative (CRA) et peut théoriquement être expulsé.

Incidents mineurs

Autre stratagème, le « rattachement arbitraire ». Mayissara O. a seulement 14 ans au moment de son interpellation. En plus de lui attribuer une fausse date de naissance, qui la fait passer pour une femme de 20 ans, la gendarmerie lui attribue quatre reje-

tons, qui, en réalité, sont ses frères et sœurs, âgés de 6 à 12 ans ! Sont ainsi placés en taule, selon le PV, « une mère de famille et ses quatre enfants ». La préfecture, qui assure ne pas conserver ses archives plus de quelques mois, n'a pas souhaité commenter cet exploit...

Pourtant, « à la voir, il ne faisait aucun doute que la jeune Mayissara était mineure », souffle Pauline Le Liard, juriste au CRA de Mayotte au moment des faits, dans une lettre rédigée le lendemain du placement des cinq gamins en rétention. « Le Canard » a pointé plusieurs décisions du tribunal administratif de Mayotte

condamnant le préfet pour des expulsions « manifestement illégales » car sans possibilité d'un recours. Les jugements, la plupart du temps, sont assortis d'amendes, d'obligations d'indemnisation... voire d'injonctions à aider les expulsés à revenir sur l'île. Mais ces cas connus et jugés ne représentent que la partie visible des 19 262 éloignements réalisés en 2024 (24 467 en 2023). Selon Pauline Le Liard, les falsifications de documents pour rendre des enfants majeurs s'avèrent « inquantifiables ». L'Etat de droit à Mayotte, c'est dépassé ?

J. C.

Audace des Ukrainiens et arrogance des Russes

LE DÉTAIL ne manque pas de sel : les 117 drones kamikazes lancés par Kiev, le 1^{er} juin, à l'assaut de quatre bases aériennes russes à des milliers de kilomètres du front étaient équipés de puces 4G... made in Russia. On doit cette savoureuse révélation aux analystes du Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), un organe de réflexion qui contribue notamment aux travaux de l'Otan. Indirectement, les Russes ont été victimes de leur propre technologie. De leur arrogance, aussi.

L'Otan a dressé le bilan de la spectaculaire opération « Toile d'araignée » : 13 des 41 avions touchés ont été complètement détruits, soit huit Tupolev Tu-95 Bear, quatre Tu-22M3 Backfire (des bombardiers intercontinentaux) et un Antonov An-12 (un gros-porteur). Des bombardiers lourds supersoniques Tu-160, joyaux de l'armée russe, et deux avions radars A-50 (l'équivalent des Awacs américains) ont été cloués au sol. « Leur immobilisation, même temporaire, entame la capacité des

Russes à détecter les raids ukrainiens. Avions, missiles et drones volant bas deviennent bien plus difficiles à intercepter », se réjouit un officier.

En l'espace d'une journée, un tiers des bombardiers russes ont été touchés. Mais la majorité des appareils atteints étaient anciens, certains hors service. Étaient-ils voués à servir de magasins de pièces détachées ? Pourquoi les avoir laissés en terrain découvert, alignés comme à la parade ? « On sait que ranger des avions aile contre aile est la garantie d'un désastre, drones ou pas », observe un expert.

Insomnies des généraux de Moscou

L'exploit des Ukrainiens, s'il améliore un tantinet leur situation en diminuant la pression sur les villes et les infrastructures, ne change rien aux combats au sol. « L'impact militaire ne sera pas décisif », estime un officier. Reste que, par leur audace et leur inventivité, les services de Zelensky ont humilié Poutine. « Même à Moscou, les généraux ne dorment plus tranquilles, assure

un diplomate. L'impact psychologique est fort. « Toile d'araignée » est une honte mondiale pour le FSB (renseignement), et des Russes y ont sans doute coopéré. »

Depuis trois ans, David tient tête à Goliath, multipliant les coups d'éclat : assassinats ciblés de chefs militaires – y compris à Moscou –, ponts qui sautent comme des bouchons de champagne (dernièrement

dans les régions de Koursk, de Briansk, de Belgorod, sans oublier un nouveau sabotage du pont de Crimée), victoire en mer Noire obtenue presque sans marine, attaque des bombardiers russes sans avions...

A Paris, l'état-major assure tirer les leçons : « Les abris et les hangars bétonnés ne sont pas faits pour les chiens », rappelle un général. Pas plus que les filets de protection et

les défenses antidrones. Préserver ses capacités offensives est un basique du manuel militaire. « Toile d'araignée » renvoie chacun à ses vulnérabilités. Rafale et Mirage 2000 ne sont pas tous à l'abri. Seule l'est, à 100 %, la cinquantaine de Rafale de la force de frappe nucléaire, protégée par des missiles et des moyens antidrones, fixes et mobiles. Le minimum vital.

Des donneurs de leçons à Kiev

LE RETARD pris par la France, où, pendant longtemps, on a méprisé le drone, était dû à l'incompréhension, voire à la stupidité de certains militaires. Pourtant, durant la guerre menée jadis par les Américains en Irak, on avait pu apercevoir, sur les écrans français, des techniciens « pilotant », depuis les États-Unis, des drones qui tuaient par surprise des ennemis de la Grande Amérique.

A Paris, les chefs militaires ont « enregistré », selon la formule de l'un d'eux, la leçon donnée par les drones ukrainiens : attaques d'aérodromes non loin de Moscou, puis de bases aériennes, y compris en Sibérie. A preuve, au cours des manœuvres navales « Dragoon Fury », la marine s'est livrée, du 1^{er} au 14 mars, au large de Toulon, à une série d'exercices consistant à préparer un débar-

quement (« Cols bleus », 5/5). Pour l'occasion, le porte-hélicoptères « Tonnerre » était transformé en plateforme de tir. Avant d'envoyer des soldats à l'assaut d'une plage tenue par « l'ennemi », des drones navals, terrestres, antiaériens et des drones-espions avaient été lancés pour faciliter la conquête du terrain. Seuls ces derniers pouvaient revenir au bercail après leur mission, alors que leurs petits frères explosaient en principe sur leurs cibles.

A bord du « Tonnerre » avaient été invités des fabricants de drones (Alseamar, Delair ou Exail), qui pouvaient ainsi apprécier les performances de plusieurs types d'engins expérimentaux et préparer leurs successeurs.

Moralité : les Ukrainiens sont les meilleurs, et les stratèges français ont longtemps dormi.

Claude Angeli



Quand des élus s'en prennent à l'indépendance de France Télés

Rachida Dati et Gérard Larcher ont fait pression pour empêcher la diffusion d'enquêtes les concernant.

LA FRANCE a peur... Enfin, pas toute la France. Celle des élus, surtout! Comme au bon vieux temps de l'ORTF, des potentats s'emploient à empêcher la diffusion – par France Télévisions – d'enquêtes les concernant. Dans cet exercice, Rachida Dati n'est pas la moins active. Comme elle l'a fait sur le divan de Michel Drucker dans l'émission « Vivement dimanche » (16/3), la ministre de la Culture ne se prive jamais de rappeler qu'elle « a la tutelle de l'audiovisuel public ». En clair, et sans décoder : si vous voulez que je sois gentille avec vous, soyez gentille avec moi! Mais, ce coup-ci, son tir a raté la lucarne.

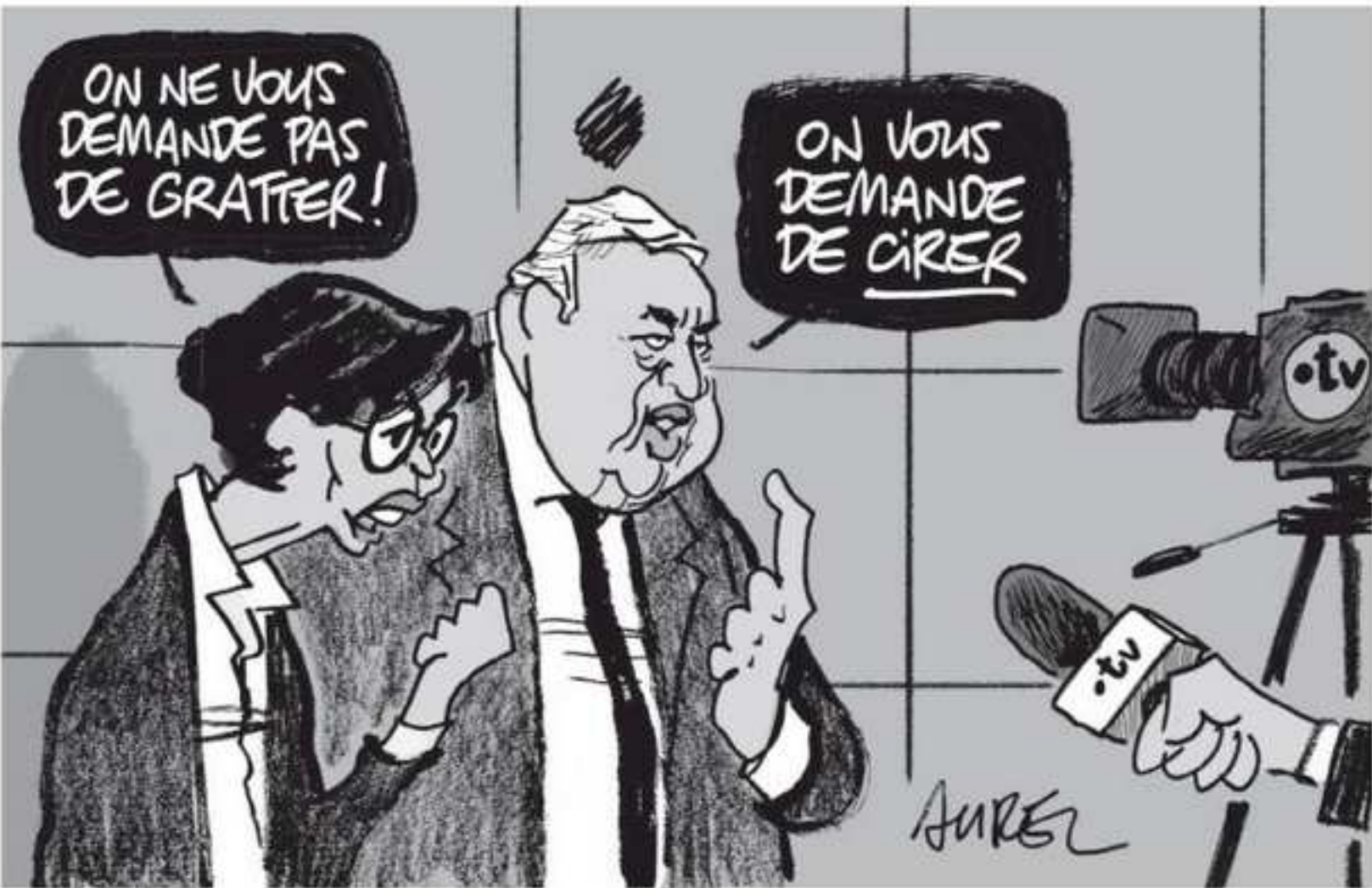
Le « Complément d'enquête » (5/6) révélant qu'elle aurait touché pas loin de 300 000 euros de GDF Suez en échange d'interventions au Parlement européen en faveur du gazier ne lui a pas plu. « Je m'en fous, c'est prescrit, pécore-t-elle en privé. Et j'aurai le scalp d'Ernotte avant de partir du ministère de la Culture! » Pas de bol : la patronne de France TéléS a été renommée pour cinq ans par Macron.

Dati a encore une arme : sa réforme de l'audiovisuel public. Sauf que l'examen de la proposition de loi qui vise à créer une holding France Médias, fusionnant téléS et radios publiques avec un seul chef, a été maintes fois reporté au Parlement et que le texte a très peu de chances d'être voté. Pour le bûcher, il faudra attendre.

SMS bien nécessaire ?

L'ancienne garde des Sceaux a tout tenté pour éviter la diffusion de ce numéro de « Complément d'enquête ». Elle s'en est prise, bien sûr, aux méthodes des journalistes, accusant les reporters (des « voyous », selon elle) d'avoir payé des témoins pour qu'ils mentent sur son passé. Un jour il s'agissait de son frère, le lendemain de son cousin ; une fois c'était en Algérie, une autre au Maroc... À la précision, nulle Dati n'est tenue.

La direction de France TéléS lui a répondu que l'accusation était grave,



d'autant qu'elle n'apportait aucune preuve de ce qu'elle avançait : « On a vérifié. Ces accusations sont totalement mensongères. Elle raconte n'importe quoi. » Ce serait bien la première fois!

Emmanuelle Dauvergne, une proche de la ministre, s'est pourtant vantée d'avoir en sa possession des SMS d'un reporter promettant de l'argent contre des témoignages. Dans un enregistrement tombé dans l'oreille du Palmipède, la même affirme avoir prévenu Christophe

Tardieu, le secrétaire général du groupe public : « Je l'ai appelé. Je lui ai dit : "Est-ce que c'est normal?" Il m'a dit : "Envoyez-les-moi (les SMS), le mec est viré immédiatement." » Etonnamment, les prétendus messages ne sont jamais arrivés...

Interrogée par « Le Canard », Dauvergne reconnaît avoir passé des coups de fil à Tardieu, mais elle jure ne plus se souvenir à quel sujet. De son côté, Tardieu, ancien commis de Christine Albanel quand elle était ministre de la

Culture de Sarko, se rappelle très bien ces échanges. Sauf que, précise-t-il, « c'est rentré par une oreille et ressorti par l'autre ». La famille LR, c'est plus ce que c'était!

Ecran d'arrêt

Dati n'est pas la seule à ne guère goûter les « sales méthodes » de France Télévisions. Gérard Larcher et quelques autres sénateurs s'en plaignent tout autant. La rédaction de « Complément d'enquête » prépare un sujet sur les étranges mœurs qui ont cours au palais du Luxembourg : harcèlement moral, sexuel, drogue et cassettes à gogo. Les mis en cause répliquent... en mettant en cause les pratiques journalistiques. Condamnée aux prud'hommes à la suite d'une plainte déposée par une collaboratrice, Esther Benbassa, ex-élue écolo, a ainsi dénoncé, dans un courrier adressé fin janvier à Delphine Ernotte, « un guet-apens journalistique » dont elle aurait été victime. Après avoir mené son enquête, la présidente de France TéléS lui a répondu que « l'échange [avait] été courtis et instructif ». C'est ce qui s'appelle faire écran!

L'affaire n'en est pas restée là pour autant. Le président du Sénat en personne a, lui aussi, demandé des comptes à Ernotte. Gérard Larcher n'a pas apprécié de voir débouler une équipe de reporters devant sa permanence de Rambouillet (Yvelines) sans même avoir été prévenu. Le chasseur qu'il est n'aime pas être traqué? Une fois encore, la direction du groupe audiovisuel a calmé le jeu face à ce crime de lèse-Gégé. Elle précise s'attendre à d'autres « coups de sang ».

Au « Canard », un cadre de France TéléS confie : « Les politiques considèrent que ce n'est pas notre rôle de faire de l'investigation. C'est une conception très étrange du service public. » Vous avez dit « étrange »? Allez, une bonne privatisation et on n'en parle plus.

Louise Colvert et Didier Hassoux



France Travail marche au spa

QUE les 5 700 000 chômeurs inscrits à France Travail se rassurent : l'établissement qui, au début de 2024, a remplacé Pôle emploi, s'occupe d'eux – et tout particulièrement sa nouvelle Direction de l'accompagnement des demandeurs d'emploi (Dade), qui a vu le jour en mai dernier.

Les 22 et 23 mai, celle-ci a organisé un séminaire pour une petite centaine de ses cadres. Plutôt que de les entasser dans un modeste hôtel de banlieue, elle a choisi un quatre-étoiles de Marne-la-Vallée : « Dans un écrin raffiné alliant design et confort, son jardin arboré et paysagé est une bulle de déconnexion pour un moment de détente et de volupté », précise le site de l'hôtel. Qui met aussi à disposition un spa, « une magnifique piscine intérieure, un hammam et un espace fitness ». Ah, le spa avec les collègues de bureau, que c'est chouette!

Les participants ont aussi apprécié la taille des chambres, la qualité des repas et l'espace détente, avec ses 20 pistes de bowling et ses 13 tables de billard. Mais attention! les invités n'ont pas

chômé. Ils ont dû plancher sur « l'acculturation au mode produit » et sur « le mode produit et [leur] organisation » afin d'assimiler la nouvelle culture en mode start-up chère à Thibaut Guilluy, le directeur général de France Travail.

Mode d'emplois

Les plus aguerris ont jugé le millésime 2025 supérieur à celui de 2024, qui s'était tenu sur une île de Nogent-sur-Marne, et bien meilleur que le « séminaire managers » de 2022, qui avait réuni 1 100 personnes sur la pelouse du Stade de France, pour un coût de 300 000 euros (« Le Canard », 29/6/22). Cette fois, la direction de France Travail n'a pas communiqué le montant de la facture. Avec la rénovation du contrôle et de la recherche d'emploi entrée en vigueur le 1^{er} juin, l'organisme a déjà fort à faire pour passer de 600 000 contrôles en 2024 à 1 million en 2025, et 1,5 million en 2027.

Un programme ambitieux qui laisse augurer d'autres séminaires en « mode produit » dans un « écrin raffiné »... David Rousset

La pilule de Macron pour engraisser les labos pharmaceutiques

UN VRAI pèlerinage! Pas moins de trois ministres étaient présents à Chartres (Eure-et-Loir), le 26 mai, pour inaugurer les nouvelles lignes de production de l'usine du labo danois Novo Nordisk. Marc Ferracci pour l'Industrie, Catherine Vautrin pour le Travail et la Santé ainsi que son sous-ministre Yannick Neuder y ont fait une annonce providentielle : les généralistes pourront prescrire le Wegovy « avant l'été » – dès le feu vert officiel de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

Sacré jackpot pour le labo, qui, depuis octobre dernier, commercialise en France son traitement amaigrissant destiné aux obèses. Sa délivrance incombait jusqu'à présent aux spécialistes en endocrinologie, diabétologie et nutrition. Plus de prescripteurs signifie, bien sûr, plus de seringues vendues.

Pour un traitement à environ 300 euros par mois, non pris en charge – pour l'instant – par la Sécu et adopté par seulement 20 000 patients, le coup de pouce n'est pas négligeable. Novo Nordisk, qui vise 1,6 million de clients dans l'Hexagone, est aux anges!

Wegovy ma vie

Les autorités sanitaires, elles, trouvent la pilule dure à avaler. Le lendemain de l'annonce ministérielle, l'ANSM a dit « envisager » d'élargir « dans les prochaines semaines » les conditions de prescription. « En réalité, l'ANSM doit être mécontente que le gouvernement se permette ce genre de forçage. Jusqu'où ira-t-il pour plaire aux laboratoires? » interroge Christian Guy-Coichard, le président du Forimdep, l'Association pour une formation et une information médicales indépendantes. Prudente sur

les coupe-faim (lire encadré), l'ANSM avait choisi de réserver la délivrance du Wegovy aux seuls spécialistes afin d'éviter qu'il ne soit détourné à des fins esthétiques. Même chose pour la Haute Autorité de santé (HAS), qui avait insisté sur le manque de données concernant la reprise de poids à l'arrêt du traitement et jugé le service médical rendu insuffisant pour justifier une prise en charge par l'Assurance maladie pour tous. « Ces avis ont pour vocation d'éclairer le décideur sur les données scientifiques disponibles. Le ministère peut également s'appuyer sur d'autres éléments pour prendre la décision finale », précise avec diplomatie la HAS auprès du « Canard ».

Message reçu par Macron. Le Président n'aime pas les agences sanitaires, qu'il voit « comme une entrave à l'industrie », confie un ancien ministre de la Santé. Oui aux emplois, non au pisse-froid de la santé publique?

Pour l'exécutif, le sujet est de poids. Le 31 mars, le roi et la reine du Danemark, en visite officielle à Paris, avaient amené dans leurs valises Lars Fruergaard Jørgensen, le pédégé de Novo Nordisk, et, miracle : deux mois plus tard, les verrous de la prescription sautaient. De quoi réjouir le ministre Ferracci (X, 26/5) : « Si Novo Nordisk a choisi d'investir 2,1 milliards d'euros et de créer 1 000 emplois à Chartres, ce n'est pas un hasard. » Grosse ficelle!

Qui lit Mounjaro ?

Même régime pour le Mounjaro – 275 euros par mois – a obtenu un avis favorable au remboursement pour les personnes obèses, sous réserve de prise en charge nutritionnelle et d'activité physique. Le médicament pourra lui aussi être bientôt prescrit par un généraliste.

Les emplois en Alsace et en Eure-et-Loir ont pesé lourd... Fanny Ruz-Guindos et Louise Colvert



A Grenoble, le département a des soucis de livraison

APRÈS avoir minimisé les difficultés liées au chantier du palais du Parlement, en plein centre de Grenoble, le département de l'Isère redoute désormais une entourage de ses ex-partenaires privés. La collectivité accuse les entrepreneurs chargés de la rénovation de ce bâtiment classé d'avoir « rompu le dialogue » et de vouloir procéder à « une livraison forcée ». Et le consentement, alors?

Kartel et Promoval, les promoteurs, ont en effet cherché à donner coûte que

coûte les clés des lieux aux copropriétaires en mai. Et tant pis si des doutes persistent quant à la sécurité incendie ou si une préoccupante pollution au plomb empêche d'entrer dans une partie du bâtiment!

Des investisseurs privés, qui ont acquis des appartements dans l'édifice, et le département lui-même, qui doit y ouvrir son futur musée de la Résistance, ont déposé conjointement un recours en justice pour éviter de se faire refourguer un bâtiment non conforme. Une audience a été

Le BHV en plein bazar financier

QUOI qu'elle en dise, la Société des Grands Magasins (SGM), qui, depuis décembre 2023, exploite le Bazar de l'Hôtel de Ville (BHV), situé rue de Rivoli, à Paris, n'a toujours pas assez de sous pour racheter les murs de son navire amiral. Une situation plutôt gênante pour Frédéric Merlin, le jeune patron de la société, qui a jusqu'au 30 juin pour trouver les 300 millions d'euros réclamés par les Galeries Lafayette pour cette opération immobilière.

Début juin, Merlin a pour-tant expliqué aux journalistes

que l'affaire était dans le sac, grâce à l'appui de la Caisse des dépôts : sa filiale, la Banque des territoires, allait lui fournir une part minoritaire mais décisive des 300 millions recherchés. Il a même assuré qu'il allait faire, autour du 19 juin, une communication conjointe avec la Caisse pour officialiser l'accord. Le problème, c'est que cette annonce était prématurée, pour ne pas dire totalement bidon.

Bidonnage enchanteur

Contactée par « Le Canard », la Caisse des dépôts dément avoir donné son accord. Ses dirigeants ne confirment qu'une chose : la SGM a bien déposé un dossier de financement. Mais les experts maison n'ont même pas commencé à vérifier et à auditer ses comptes – une étape pourtant obligatoire avant que la Caisse des dépôts décide d'allonger l'oieille ou pas... Réponse gênée du jeune pédégé : « C'est la position de la Caisse... »

Si l'affaire ne se fait pas avec la Caisse, les Galeries Lafayette pourraient bien chercher un acquéreur plus solvable que Merlin. Du côté des promoteurs immobiliers, par exemple, qui rêvent de transformer les 100 000 m² du BHV en hôtel de grand luxe et en galeries commerciales haut de gamme... H. L.

Un pro du recyclage fait flamber la note

DES ÉLUS de Haute-Savoie viennent de pousser un grand tri de révolte! Ils ont alerté la préfecture, l'Agence française anticorruption et la chambre régionale des comptes au sujet des multiples anomalies relevées dans un marché énorme (138 millions d'euros au départ) de collecte sélective des déchets. Dans leur viseur? Excoffier Recyclage, un poids lourd du secteur. François Excoffier, son pédégé, également conseiller départemental LR, n'est pourtant pas un amateur : il préside la Federec, la puissante fédération des entreprises du recyclage!

En 2022, Excoffier Recyclage est l'heureux lauréat d'un appel d'offres passé par 11 collectivités de la Haute-Savoie et de l'Ain. L'industriel ouvre, en janvier 2023, un centre de tri à Chêne-en-Semine, à la frontière des deux départements. Dix mois après son inauguration, cet « éco-pôle » est détruit par un incendie. Pas de chance...

Très vite, les élus découvrent que ce bâtiment à 35 millions d'euros n'est pas suffisamment couvert par les assurances, et ce en dépit de l'obligation mentionnée dans l'appel d'offres. La raison en est simple : lorsqu'il avait démarré son activité, l'éco-pôle (financé grâce aux collectivités mais dont Excoffier est propriétaire) ne disposait pas de l'indispensable homologation du Centre national de prévention et de protection demandée par les assureurs. Et il ne l'avait toujours pas lorsque le sinistre a eu lieu.

Avenants encombrants

Puisque l'assureur fait la mauvaise tête, Excoffier se tourne vers les collectivités et leur lance un déchirant SOS. Depuis le grand incendie, l'industriel se plaint d'être obligé de répartir dans toute la France les 40 000 tonnes collectées annuellement dans les 11 communautes de communes, dont le Grand Annecy et la vallée de Chamonix. Il demande à ces

dernières d'éponger le surcoût. Un premier avenant est voté en ce sens en avril 2024 – la hausse de la note, prévue sur deux ans, s'élève à plus de 6,5 millions d'euros.

Puis, pour reconstruire un nouveau centre de tri, Excoffier a besoin du soutien des banques. Mais comment gagner leur confiance? En exigeant des collectivités qu'elles allongent la durée du marché de quatre ans, pardi! C'est ainsi que, le 27 juin 2024, un second avenant est voté. Et hop! 55,5 millions supplémentaires garantis jusqu'en 2036. Avec ces deux avenants, le marché liant Excoffier aux collectivités passe de 138 à 200 millions, soit 45 % de mieux! Ce n'est pas un hasard : la loi prévoit que la modification d'un marché sans nouvel appel d'offres ne doit pas entraîner un surcoût de plus de 50 %.

« Je ne vois pas à qui ça pourrait poser problème », assure Serge Ronzon, le prési-

dent du Sivalor – le syndicat qui coordonne les commandes des collectivités. Il ajoute que « relancer une nouvelle procédure prendrait des années ». Mais, pour les élus qui ont alerté la préfecture, la liste d'irrégularités est longue comme le bras : non-prise en charge par le prestataire des frais imprévus (alors que c'est une clause du marché), défaut d'assurance, signature « précipitée » des avenants, absence de justification des surcoûts... N'en jetez plus!

Pour répondre à ces accusations, Excoffier a mis à la corbeille les appels que « Le Canard » lui a adressés. Quant à la préfecture de la Haute-Savoie, elle se déclare incompétente, car, explique-t-elle, le syndicat intercommunal qui a signé le contrat est basé dans l'Ain. Du côté de la préfecture de l'Ain, c'est le silence radio.

Et les contribuables locaux, ils jettent leurs taxes déchets aux encombrants? Yann Voldoire



DOIGTS DE L'HOMME
Chercheurs, archéologues et spécialistes de la police scientifique se sont associés pour authentifier « une empreinte digitale vieille de 43000 ans », laissée par un néandertalien, découverte sur un galet en 2022, lors d'une fouille en Espagne (« Le Monde », 4/6).
Déjà des contrôles d'identité à l'époque préhistorique ? Voilà qui va donner du grain à moudre à Retailleau, notre homme des casernes !



ÇA COULE PAS DE SOURCE
Une société norvégienne, Svalbardi, s'amuse à mettre en bouteilles l'eau issue d'icebergs voisins de l'archipel du Svalbard, dans le Grand Nord. Un sommelier certifié en eau (ça existe !) précise à « L'Express » (5/6) que, pour déguster ce grand cru de 4000 ans d'âge, presque entièrement dépourvu de minéraux, « il faut compter près de 10000 euros. Il s'agit sans doute de l'eau potable la plus chère du monde ».
Pas de minéraux, sauf sur l'addition, un peu salée.

ON DÉCODE À PLEINS TUBES
La start-up londonienne Builder.ai promettait en 2016 de rendre la programmation aussi simple que la « commande [d'] une pizza », grâce à son IA maison (Le HuffPost, 4/6). Elle fut un temps valorisée 1,5 milliard de dollars, s'attirant les investissements de Microsoft et du Qatar. Sauf qu'il y avait une entourloupe de taille : les lignes de code étaient en fait rédigées à la main par « 700 travailleurs indiens (...) ». Le programme était ensuite envoyé et vendu comme généré par l'intelligence artificielle.
On peut parler d'Indelligence artificielle ?

TRUMP EN CAMPAGNE
C'était à Bedminster, petite ville étatsunienne du New Jersey, que se trouve la « Maison-Blanche d'été », une propriété d'environ 240 hectares que Donald Trump a achetée en 2022. Le « Wall Street Journal » (6/6) décrit la vie dans cette bourgade dont le calme n'est troublé que par le bruit des hélicoptères et des avions militaires : « La rue principale est relativement peu fréquentée, avec seulement quelques commerces locaux, tels qu'une pizzeria, un cabinet d'avocats et une entreprise de pompes funèbres ».
Des avocats près de chez Trump ? Ça peut toujours servir !



Le grand cormoran n'a plus la pêche
EURÉKA ! On connaît enfin le responsable de la disparition des poissons dans les océans. Une sous-commission de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, vient de le désigner : s'agit du grand cormoran !
La Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI), c'est le nom du bidule, a calculé que tous les cormorans qui barbotent sur le Vieux Continent prélèveraient environ 300 000 tonnes de poissons par an. Une concurrence intolérable pour les professionnels de la pêche et les fermes aquacoles. Lesquels se décarcassent depuis des années pour convaincre la FAO qu'il faut en finir une bonne fois pour toutes avec ces oiseaux de malheur. Le 25 avril, la CECPAI a dévoilé son plan d'attaque contre le grand cormoran en Europe : abattage massif des adultes et badigeonnage des œufs avec de l'huile minérale pour les empêcher d'éclore. C'est ce qui s'appelle tuer le problème dans l'œuf...
La Commission européenne, qui a toujours eu la pisciculture dans ses petits papiers, a illico fait sienne cette ébouriffante idée et a convaincu la présidence du Conseil de l'UE d'or-

Stagiaires de tous les pays, unissez-vous !

Trimer à l'usine ou dans une boutique pour zéro euro par mois ? C'est possible. Merci, patrons !

CHEZ VEOLIA, multinationale spécialisée dans la gestion des déchets, de l'énergie et de l'eau, on n'hésite pas à se mouiller pour recruter les meilleurs stagiaires. En atteste cette annonce pour un poste d'« *analyste data* » publiée le 28 mai sur la plateforme de recherche d'emploi Indeed : « Vous souhaitez rejoindre un groupe dont la raison d'être résonne avec vos propres valeurs d'un monde où les ressources et les hommes sont au cœur des préoccupations quotidiennes ? (...) Devenez acteur de la transformation écologique en nous rejoignant ! »
La future recrue, qui devra justifier d'une formation bac + 2 en cours dans le domaine de l'informatique ou des statistiques, sera chargée de l'« *analyse des données* » et de l'« *identification des tendances des KPI* (indicateurs clés de performance) du réseau d'assainissement Veolia ». Une jolie responsabilité pour laquelle ce geek – ou cette geekette – en herbe, attendu(e) durant « deux mois (...) en juillet-août », et pas un jour de plus, touchera... zéro euro et zéro centime.

Il s'agit là d'une mesquinerie parfaitement légale, l'employeur n'étant contraint de verser aux stagiaires une gratification minimale – fixée à 4,35 euros l'heure – qu'à partir de deux mois consécutifs d'accueil. Un certain nombre d'entreprises les rétribuent néanmoins dès le premier jour de présence (applaudissements de la salle !). Mais Veolia, en spécialiste du traitement des eaux usées, préfère passer entre les gouttes. Il faut dire que son bénéfice net n'a atteint que 1,1 milliard d'euros en 2024 (+ 17,1 % en un an), une situation financière trop délicate pour gratifier les petites mains d'une obole.

Veolia est loin d'être la seule boîte à exploiter sans vergogne les stagiaires. Dans ce domaine, le constructeur automobile Stellantis, qui commercialise une quinzaine de marques (Citroën, Opel, Peugeot, Fiat, Chrysler, Alfa Romeo, Mase-

rati...), met lui aussi la gomme. Sur Indeed, encore, plusieurs stages de huit semaines ou moins sont proposés. On recherche notamment un opérateur pour « *participer à l'assemblage des nouvelles DS3 Crossback et Mokka* », le tout entre 5 h 20 du matin et 12 h 55. Tous ces postes sont « *non rémunéré[s], mais tu gagnes en expérience dans une entreprise majeure du secteur automobile* ! » s'enflamme Stellantis dans les annonces en question. Pendant ce temps, le nouveau patron de la boîte, Antonio Filosa, qui prendra ses fonctions le 23 juin, touchera 20 millions d'euros par an. Gagner en expérience dans une entreprise majeure du secteur automobile ne lui suffit pas ?

De son côté, la fameuse maroquinerie de luxe Lancel recrute pour cet été plusieurs conseillers de vente « *désireux de s'investir dans un stage non rémunéré de deux mois* » au cours duquel ils devront « *faire preuve d'une réelle aisance commerciale et relationnelle* ».

Si c'est le cas, auront-ils au moins droit à un porte-clés en cuir à l'issue de leur expérience ? Rien n'est moins sûr.
Même radinerie chez Tara Jarmon. La marque de prêt-à-porter féminin recrutée à tour de bras, pour des stages d'un mois, des « *conseillers de vente* » bénévoles pour ses boutiques situées à Nice, à Montpellier, à Marseille et à Saint-Laurent-du-Var. Les heureux élus ne manqueront pas d'« *assurer un accueil personnalisé de la clientèle* », en cherchant à « *la fidéliser à travers une expérience client unique* », sans oublier de « *participer à la gestion du back office (livraisons, réassort, gestion du stock...)* », dit l'annonce postée sur le site Hellowork.
L'« *esprit Tara Jarmon* » ? C'est la maison elle-même qui en parle le mieux : « *Une Parisienne qui pétite, féminine et chic, qui ose tout.* » Sur le dernier point, difficile de lui donner tort.

Clara Bamberger

Abus jusqu'à plus soif

Le taulard, l'expert et la tuberculose

JACQUES est entré en taule en parfaite santé. Quelques mois plus tard, il en est ressorti sur un brancard, atteint d'une tuberculose multiviscérale. Son avocat, David Nabet-Martin, a demandé au tribunal administratif de Toulon de faire constater qu'il avait chopé cette maladie hautement contagieuse pendant son séjour carcéral. Sauf que l'expert missionné par la justice écarte toute responsabilité de la prison.

« Le Canard » avait narré l'enviable parcours pénitentiaire de Jacques : condamné pour vol et recel de vol (de collants et de parfums) en juin 2021, il purgeait sa peine au centre pénitentiaire de Toulouze-Seysses. L'une des taules les plus pourries et les

plus surpeuplées de France, multisignalée pour ses conditions de vie indignes (« Le Canard », 23/2/22). Dans sa cellule de 9 m², sans porte pour les toilettes, Jacques dort sur un matelas au sol, avec deux autres détenus.

Un rapport qui fait tousser

Comme tous les taulards ou presque, il se plaint de la présence de cafards, de punaises et de rats. Il a même avalé une bestiole pendant son sommeil, ce qui a provoqué chez lui des maux de ventre et un gonflement de l'estomac. Le service médical lui a proposé, au choix, du Doliprane ou du Subutex,

un traitement de substitution à l'héroïne. Jacques ne s'est jamais drogué.

Le juge saisi à l'époque pour faire constater les conditions indignes de sa détention avait balayé les faits d'un revers de main : « *Si Jacques se comportait en citoyen digne et respectueux des lois, il ne serait pas confronté aux conditions de détention qu'il estime contraires à sa dignité.* » Logique imparable et charitable !

Quelques semaines avant sa libération, en février 2022, Jacques est hospitalisé pour une pneumopathie et une tuberculose. Ça fait un peu beaucoup. Son avocat n'est pas déçu par les résultats de l'expertise judiciaire, rendus en mars et en mai derniers. Selon le professeur de médecine de la Pitié-Salpêtrière, « *ne fait pas une tuberculose qui veut* » (sic). Jacques aurait fait exprès de contracter l'infection ?

L'expert a mieux comme explication : « *la réactivation de l'infection contractée dans le pays d'origine après une phase de latence du fait de l'amélioration des conditions de vie. En effet, l'Afrique est la région du monde ayant l'incidence tuberculeuse et la mortalité de la tuberculose* ».



Cachez ce sein Tropez !

L'ÉTÉ sera chaud à Saint-Tropez ! La polémique fait déjà rage dans la chic station varoise. Deux « *étrangers* » ont osé, pour rire et pour se faire un peu d'oseille, lancer Les Seins-Tropez. Des parasols en forme de nichon, avec téton apparent, ainsi baptisés en hommage à l'ex-capitale mondiale du topless, jadis incarnée par Brigitte Bardot.



© Mathieu Vergès

« *Caucasien* » ou « *métissé* », le parasol Seins-Tropez, imaginé par le créateur Matthieu Vergote et par une ex-designer de chez Dior, Ekhi Busquet, est en vente sur le Net pour la modique somme de 259 euros pièce. Il faut donc déboursier plus de 500 euros pour s'offrir la paire !
Ça fait cher le décolleté, mais le duo a concocté un plan commercial gonflé. Pour chaque parasol acheté, il promet de reverser 10 % de la vente à une association de lutte contre le cancer du sein. Le discours politique est lui aussi rodé (« Le Parisien », 6/6) : « *Avec ce produit, nous souhaitons décomplexer les femmes et déconstruire toute la censure autour de l'exposition de la poitrine et du topless* (...). Pour nous, c'est à la fois un clin d'œil humoristique et une forme d'engagement. »

Mais, pour la municipalité de Saint-Trop', qui a renié l'époque BB, c'est un scandale. La maire, Sylvie Siri (divers-droite), menace carrément d'envoyer ses avocats (« Var Matin », 9/6) : « *C'est tout ce que l'on déteste ici : commercialiser Saint-Tropez sous toutes ses formes ! C'est ridicule et déplorable d'utiliser un jeu de mots comme celui-ci, car il touche à notre honneur.* » Rien que ça, et plus encore : c'est « *une représentation réductrice de notre commune, sans lien avec notre identité réelle* ».

A Saint-Tropez, ils ont pris le mamelon !

M. B.

C. N.

DRÔLES DE ZIGS

■ ADRIEN LAURENT, un influenceur de 31 ans, ex-candidat de télé-réalité reconverti dans le porno, est dans le viseur de la commission d'enquête parlementaire sur le réseau TikTok. Interrogé par « Le Parisien » (6/6) sur ses contenus, dans lesquels il se met en scène en dominateur face à des femmes-objets, il assure ne pas voir où est le problème : « Je n'oblige personne à regarder. Si des parents ne veulent pas que leur enfant ne suive, ils prennent son téléphone et ils bloquent mon compte. »

Comme quoi on peut être à la fois un mâle alpha et un gros bêta.

■ KEVIN MAYER, médaillé d'argent aux JO de Tokyo de 2021 blessé l'an dernier aux ischio-jambiers (« L'équipe.fr », 6/6), ne semble plus goûter les joies du décatlon : « J'ai vraiment choisi un sport de merde, où je sens que, si je ne suis pas à 100 %, il n'y a rien qui passe. » Vivement l'homologation de la pétanque aux JO !

■ OUTI SAARINEN, sélectionneuse de l'équipe finlandaise de football féminin, a fait une boulette : elle a convoqué une joueuse de 51 ans, Stina Ruuskanen, pour un match de Ligue des nations (RMC, 5/6). Une simple erreur de prénom, puisque c'est une dénommée Nanne Ruuskanen, 23 ans, qui aurait dû se trouver sur la feuille de match.

Gare à ce que Didier Deschamps ne fasse pas un jour la même bourde en convoquant Lilian Thuram, héros du Mondial 98, en lieu et place de son fils Marcus !



Un maire très dépayçant

LE 25 MAI, Alexandre Cassaro, le maire (divers-droite) de Forbach (Moselle), fanfaronnait à un meeting d'athlétisme de sa ville. Deux jours plus tard, sa convocation en justice lui était remise, ainsi qu'à sa compagne, Laila Bartali, attachée territoriale de la commune.
Le couple vient d'être renvoyé devant le tribunal correctionnel de Metz, le 16 octobre, pour prise illégale d'intérêts et recel. L'affaire remonte à 2022, lorsque StreetPress et « Le Républicain lorrain », rejoints par « Le Canard », révèlent l'embauche de Laila Bartali, devenue Mme Cassaro, comme directrice de cabinet à 4300 euros net mensuels. Son édile d'époux s'est assis sur la loi Filion, qui interdit l'emploi du « *premier cercle*

familial » par les maires et les parlementaires...

Pour les enquêteurs, Cassaro avait officialisé son idylle cinq mois après l'embauche de sa dulcinée, alors qu'ils étaient ensemble avant les municipales. L'enquête menée par la PJ de Strasbourg avait incité le parquet de Sarreguemines à demander le dépaysement du dossier à Metz. Mais le maire de Forbach n'est pas au bout de ses peines. Une deuxième enquête, sur un appel d'offres pour la communication de la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la ville, est sur le point d'être clôturée. Elle devrait elle aussi être dépayisée.

Ce n'est plus la mairie de Forbach, c'est une agence de voyages.

J. C.

La conquête du Far Ouest

En Bretagne, un projet de mine d'or est dans les tuyaux, avec la bienveillance des autorités.

LE COURS DE L'OR, qui a bondi de plus de 40 % en un an, affole la Bretagne. Voilà qu'un « *serial mineur* » anglo-canadien, célèbre dans le milieu des géologues depuis qu'il a trouvé et revendu un gisement en Equateur pour 1,2 milliard de dollars en 2008, fait le forcing pour qu'aboutissent trois demandes de permis exclusif de recherches de mines (Perm), déposées en 2023 pour des territoires proches de Redon, de Lorient et dans les Pays de la Loire, entre Nantes et Angers. Un total de 860 km² sur quatre départements, pour une durée de trois à cinq ans.

Keith Barron ne joue pas petit bras. Avec sa société canadienne immatriculée aux Bermudes, la bien nommée Aurania Resources, son profil d'aventurier pas très net et sa bande-annonce survenueuse (il a promis en outre de flairer une trentaine de sous-sols riches en métaux critiques : zirconium, tungstène, antimoine...), il avait toutes les raisons d'être recalé d'emblée. Mais non. En plein délire de découverte de terres rares, le renifleur, qui a rebaptisé ses projets à la sauce celtique (Taranis, Epona et Bélénos) et les a confiés à une filiale opportunément bretonnisée (Breizh Ressources), a trouvé des interlocuteurs publics plutôt favorables.

A la surprise générale, vu les conséquences écologiques et sanitaires prévisibles de tels chantiers, l'Autorité environnementale a rendu un premier avis relativement bienveillant en février dernier. Depuis, les préfets du Morbihan, de la Loire-Atlantique et d'Ille-et-Vilaine ont donné leur feu vert à une consultation des populations dès cet été. La deuxième... La première, « *dématérialisée* » et menée entre dissolution et Jeux olympiques, n'avait pas été un modèle de politique participative ni un franc succès – à ce jour, les résultats n'ont même pas été publiés.

Une étude mine de rien

C'est le gouvernement qui donnera, ou pas, son accord pour le lancement de l'exploration, mais cette obstination perforatrice et l'opacité de la procédure inquiètent déjà dans les 42 communes concernées par les recherches. Sur le terrain, Breizh Ressources plaide sa cause depuis des mois auprès des élus locaux, des parlementaires et des associations de défense de l'environnement, avec une technique rustique. Pour faire oublier qu'une mine consomme autant d'eau qu'une ville de 80 000 habi-

tants, on fait miroiter une affaire ruisselante pour tout le monde : les collectivités empocheront entre 1 % et 3 % des revenus de leur sous-sol. Pas convaincus par les rencontres d'information « *ouvertes et transparentes* » (la dernière a eu lieu le 28 mars), les irréductibles Gaulois résistent. Les collectifs invitent les propriétaires fonciers à refuser l'accès à leurs terres aux renifleurs, théoriquement encadré par les autorisations de recherche. Il suffit de remplir un formulaire. « *Si on est 50 % à le faire, le pro-*

jet peut être bloqué », espère un responsable, sans trop y croire. Les envahisseurs ont beau jeu d'expliquer que leurs techniques sont, de toute façon, peu invasives. Le permis ne permet pas de creuser, en effet. Simplement de poser des électrodes et de faire tourner un hélicoptère qui mesure les champs électromagnétiques. Les gens de Breizh Ressources jurent que « *moins de 5 %* » de ces investigations débouchent sur une exploitation.

Pas de quoi se miner le moral !

L. C. et O. P.



Le Cinéma

The Life Of Chuck

(Faut pacifier!)

LA CALIFORNIE est détruite. Plus d'électricité, plus d'Internet. Des volcans explosent en Allemagne. La fin du monde? Non, la fin de la vie de Chuck Krantz. Nous sommes dans sa tête. Un homme et une femme commentent les événements, alors que les étoiles s'éteignent une à une. Le duo s'émervaille des panneaux lumineux qui célèbrent les trente-neuf années d'existence de Chuck, disent merci pour les bonheurs qu'il a vécus. Ce conte fantastique, tiré par Mike Flanagan d'une nouvelle de Stephen King, est une biographie inversée. La mort de Chuck est suivie de sa vie d'homme, dont le quotidien de comptable est traversé d'événements insolites, telle cette inoubliable scène de danse au coin d'une rue. Sa cavalière deviendra sa femme. La troisième partie retrace son enfance, d'abord malheureuse, puis heureuse, chez ses grands-parents, qu'il élève avec fermeté et affection. Son grand-père lui administre un jour une leçon de réalisme: les dons artistiques de Chuck l'accompagneront toujours mais ne le feront pas vivre. Le monde a plus besoin de comptables que de danseurs. Le même l'avertit qu'un secret se cache dans la maison. Dans une pièce inviolable, ou presque...



Marquée par le refus de toute transcendance, cette fable humaniste, parfois confuse, parfois lumineuse, dit le prix de toute vie humaine, unique, tragique, précieuse. Chacune peut se réclamer du vers de Walt Whitman, cité ici et chanté par Bob Dylan: «I contain multitudes.»

Jean-François Julliard

Les films qu'on peut voir cette semaine

Le Rendez-vous de l'été

Blandine est médaille d'or de la poisse. Son amoureuse l'a plantée, mais elle va quand même le faire, ce voyage à Paris pendant les JO de 2024. Elle reste accrochée à son rêve: voir la championne de natation Béryl Gastaldello. On la suit dans ses pérégrinations, entre sa frangine un brin cyclothymique (India Hair, super), sa nièce de 8 ans, un flic lessivé, des fan-zones bondées et un bassin olympique déserté à la nuit tombée. Valentine Cadic signe là un premier long-métrage touchant, tourné pendant les Jeux, qui a le charme de «La Bataille de Solferino» (2013), de Justine Triet, la drôlerie des films d'Emmanuel Mouret et le chic de nous faire découvrir, dans ce rôle de «grande secrète» un peu paumée, la bouleversante Blandine Mader. - L. S.

Indomptables

Dans les rues animées de Yaoundé, le commissaire Bil-long, épris de dignité, enquête sur le meurtre d'un collègue. Homme à poigne habitué à arracher des aveux, il entend aussi que l'ordre règne dans sa famille... Avec ce film sélectionné à la Quinzaine des cinéastes, à Cannes, l'acteur et réalisateur Thomas Ngijol - qui incarne avec puissance le héros - donne à la fois un polar à l'afrocin, réaliste et savoureux, et une étude subtile d'une figure de père assigné au rôle de patriarche. Les dialogues avec ses sœurs valent le détour - par exemple quand il explique que le chanteur Marvin Gaye a fini assassiné par son paternel! - D. F.

Sauve qui peut

Cancer, amputation, schizophrénie... Autant de maux si difficiles à annoncer en mots aux patients. Afin de les y

exercer sans qu'ils ajoutent la maladresse à la douleur, des hôpitaux dispensent des formations aux médecins, qui peuvent, eux aussi, sortir abîmés de ces dialogues. En Belgique et en Suisse, où Alexe Poukine a tourné, des comédiens donnent la réplique à des toubibs et jouent qui le jeune homme effondré, qui la vieille dame pudique, qui le dragueur de blouses blanches, qui le patient violent. Ces magnifiques exercices dramatiques font ressortir la détresse de l'hôpital, aussi démunie dans les discours que dans les soins à prodiguer. - J.-F. J.

Les films qu'on peut voir ou revoir

La Beauté des choses

Cette beauté, c'est, par exemple, la liaison fougueuse, terriblement imprudente, qui débute à Malmö, en Suède, en 1943, entre un lycéen sensible et sa prof d'anglais provocante. C'est aussi, une fois qu'il a été surpris dans sa cuisine, la relation inédite qui s'établit entre le jeune homme et le mari trompé, un mélomane alcoolique... Non, il n'y a pas qu'Ingmar Bergman (1918-2007), dans le cinéma suédois. «La Beauté des choses» (1995) est le dernier film, testamentaire, de Bo Widerberg (1930-1997), qui a construit sa carrière contre son aîné, dans un registre plus social et historique mais avec une aussi grande profondeur de vue. Le distributeur Malavida a l'excellente idée de ressortir en salles ses 11 films majeurs, à commencer par l'extraordinaire «Quartier du corbeau» (1963), avant de montrer, à partir du 2 juillet, un documentaire sur sa vie, qui a été applaudi à Cannes. - D. F.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Crasse

L'histoire d'une «glaneuse» folle, au sens d'Agnès Varda? En 1984, dans la banlieue de Londres, la petite Maria vit dans le désordre d'objets amassés par sa mère, un cocon magique fait de bric et de broc. Tombée de ce nid dans une famille d'accueil, elle vrille quand un ancien enfant placé devenu homme resurgit. Elle commence elle-même à accumuler compulsivement. Faisant l'éloge du bric-à-brac, ce premier film fourre-tout de Luna Carmoon mêle ancrage social réaliste à l'anglaise et forme éclatée - pop et paroxystique - à la mode actuelle, autour d'une héroïne poussant à bout son entourage... L'ensemble peut laisser perplexe. - D. F.

Sister Midnight

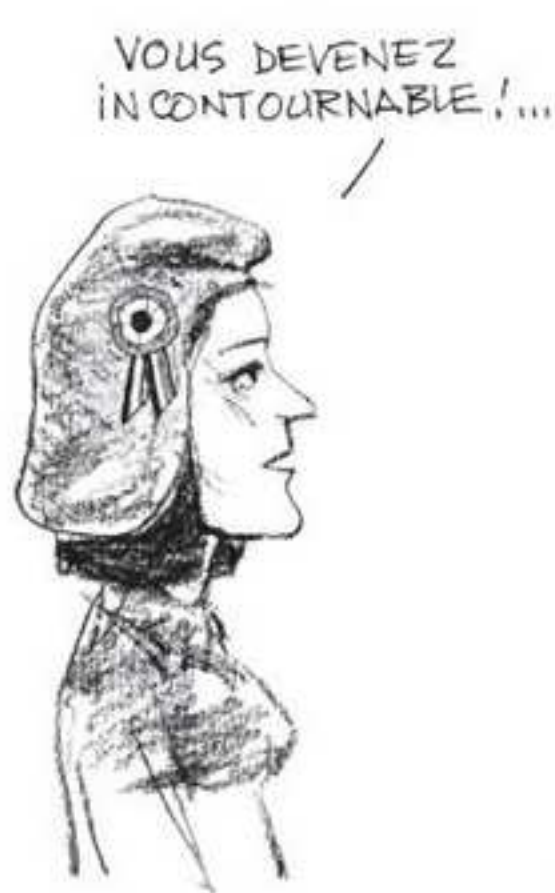
Débarquée dans l'effervescence de Bombay, Uma découvre la vie de jeune mariée avec un employé qu'elle connaît à peine. Elle refuse de cuisiner, lâche des bordées d'injures, devient femme de ménage plutôt que ménagère, et pousse toujours plus loin ses explorations de la ville et d'elle-même. Plans frontaux aux couleurs tranchées, bande-son rock décalée, goût de l'étrange revendiqué... L'artiste vivant à Londres Karan Kandhari restitue l'expérience de la rue indienne. Mais, sous son esthétique soignée, ce premier film vire au manifeste féministe appuyé, ressuscitant une figure de «sorcière». Sans la retenue et la grâce d'un Ozu ou d'un Buster Keaton, dont le cinéaste indien se réclame. - D. F.

Lettres ou pas Lettres

T'as eu leur peau, Léon!

«Gambetta», de l'historien Eric Anceau: portrait d'un géant qui n'avait pas la tête dans les nuages.

PROSPÈRE boutique de Cahors, le Bazar génois lui était promis par son père, fils d'immigrés italiens. Mais le jeune Léon Gambetta vise plus haut: Paris, où il se fait rapidement remarquer comme un avocat brillant dont «la truculence et la verve méridionale» font merveille dans les tribunaux du Second Empire. Il a choisi son camp: la République, dont il sera l'infatigable défenseur, contre Napoléon III et son entourage, «les d'hommes perdus de dettes et de crimes». A Emile Ollivier, républicain rallié à l'Empire, il lance: «Vous n'êtes qu'un pont entre la République de 1848 et la République à venir, et nous passerons le pont.» En 1869, candidat à la députation, le jeune espoir de la gauche républicaine défend le programme dit «de Belleville»: séparation de l'Eglise et de l'Etat, élection des fonctionnaires, suppression des armées permanentes, «cause de ruines pour les finances, source de haine entre les peuples». Ce Léon, qui a perdu accidentellement un œil et en porte un de verre, garde une bonne vision politique. En réalité, dans ce programme, il fait son marché.



Malgré une posture «radi-cale», c'est un homme de compromis. La république est le but, les moyens d'y parvenir sont multiples et variés. C'est ainsi qu'il approuve la guerre contre la Prusse de Bismarck. Après la déroute de Sedan et l'effondrement de l'Empire, quand la foule envahit le Palais-Bourbon, il manœuvre pour éviter la prise du pouvoir par les «rouges». Ministre de l'Intérieur dans le nouveau gouvernement, il s'échappe de Paris, encerclé par les casques à pointe, et prend le risque de fuir en ballon vers la Picardie.



Nacelle en osier, «pelisse et casquette de loutre», tirs prussiens... le photographe Nadar illustre l'exploit, qui entre dans la légende. C'est depuis l'Espagne que Gambetta approuve la révolte des Parisiens communards. La paix revenue, il sillonne les campagnes grâce aux tout neufs chemins de fer, avec une obsession: «faire descendre la république au village». L'ambiance des banquets électoraux n'est pas pour déplaire à cet amateur de «blagues gauloises et rebellesiennes». Ne reste plus qu'à imposer la république dans les

institutions. C'est chose faite en 1875, avec une série de compromis arrachés grâce à l'«opportunisme» de Gambetta, qu'il revendique comme une qualité. Sa personnalité séduit même le bougon Flaubert, qui le trouve «gros-tesque au premier abord (...) et finalement charmant». La colonisation? Gambetta est pour, même s'il n'est pas raciste («Je bois aux Français d'outre-mer, sans distinction de couleur, de classe ou de caste»). Cet anticlérical n'hésite pas à vanter l'aide des missionnaires. Opportuniste, on vous dit... Sa carrière finit brutalement: amateur d'armes, il se blesse en manipulant un pistolet et meurt en 1882, à 44 ans. Lors de son enterrement, le monarchiste Charles Maurras ne manque pas de fustiger le «météque Gambetta», tandis que «ses amis se partagent, selon l'usage de l'époque, ses restes, tête, cerveau, bras droit, intestin et cœur», précise Eric Anceau. Le cœur est conservé au Panthéon. Pour l'œil de verre, on ne sait pas. Frédéric Pagès

● PUF, 192 p., 15 €.

Vole, allez, t'as l'âge!

L'Île des femmes qui volent de Marta Lamalfa

ALICUDI est une petite île perdue de la mer Tyrrhénienne, au nord de la Sicile. Un volcan endormi, aussi, «capable de se réveiller d'un moment à l'autre, sous l'effet de la colère». Au début du siècle dernier, la famille Iatti, des paysans travaillant la terre pour le compte d'un riche propriétaire, vit des heures difficiles. La jeune Maria vient de mourir d'une maladie honteuse, et la tribu, endeuillée, est à présent menacée par la famine: les champs de seigle sont infestés, les épis sont «devenus noirs comme du charbon» et le pain «pue comme une charogne d'âne». Désormais, Caterina, la sœur jumelle de la défunte, doit accompagner les hommes aux champs et, une fois rentrée, aider sa mère «à la cuisine, puis avec la lessive». Sombre horizon. Dans les ténèbres, pourtant, des lueurs palpitent. Nardino, d'abord, le petit frère aux «yeux ronds», qui «marche un peu tordu», et qui l'on va envoyer à l'école, sur une île plus grande, et qui va apprendre «à lire, à écrire, à compter». Ferdinando, ensuite, l'étranger

pénétré d'idéaux révolutionnaires, qui tente de gagner les Iatti à sa cause - quel mal y a-t-il à «s'imaginer vivre ne serait-ce qu'un petit peu mieux»? Les majare, enfin, ces femmes libres par nature, que certains aperçoivent parfois de l'autre côté de l'île, dansant, nues, là où «la lave coulait jadis puis a durci». Des sorcières? Caterina, en tout cas, rêve de les rejoindre, de «danser autour du feu» avec elles pour tromper le destin, elle qui vient d'avoir ses règles et n'a pas la moindre envie de se marier. «Un jour, quand elles lui expliqueront comment voler, elle ira à Palerme.» Premier roman d'une jeune Calabraise qui, du balcon de sa maison, pouvait, enfant, admirer «presque toutes les îles Eoliennes», cette âpre chronique sociale, à la lisière du fantastique, est aussi une parabole sur la foi qui libère. «Je vous l'avais dit, qu'un jour des pierres tomberaient du ciel!» s'époumone le grand-père de Caterina. Et pourquoi pas? Peut-être vaut-il mieux «voir des choses étranges que de ne plus rien voir du tout». Fabrice Colin

● Phébus, 352 p., 23,50 €. Traduit de l'italien par Audrey Richaud.

Océans: et si Darwin avait eu raison?



La Souris d'Ivan Philippov

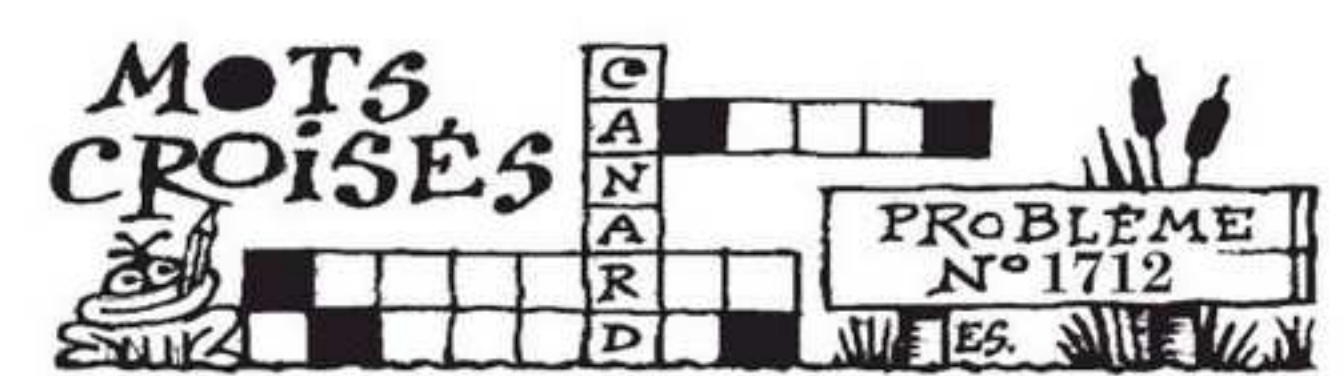
DMITRI DANILOVITCH MIKHAILINE. Ainsi s'appelle l'homme à l'origine de l'horrible catastrophe. Dès les années 1980, ce scientifique fictif est chargé par le pouvoir communiste de pallier l'embarassante décrépitude des vieux autocrates à la tête de l'Union soviétique: Brejnev, puis Andropov, Tchernenko & Co. Son job: maintenir en vie ces momies en sursis. Vient ensuite le défi ultime, encouragé par Poutine, qui veut vivre «au moins jusqu'à 120 ans»: repousser voire vaincre la mort. C'est compter sans l'évasion de son laboratoire d'une souris blanche infectée par un virus monstrueux, lequel transforme rapidement ceux qu'il contamine en zombies

de la pire espèce et Moscou en zone d'apocalypse. Oups, la boulette! «La Souris» est l'œuvre d'Ivan Philippov, un journaliste russe critique du pouvoir en place qui a fui son pays après l'invasion de l'Ukraine, en 2022. Le 12 avril 2024, le ministère russe de la Justice l'a même inscrit au registre des «agents de l'étranger». On comprend donc qu'il éprouve une certaine jubilation à l'écriture de scènes telles que: «Alexandre Valérievitch Nikitine, gouverneur de la région de Tambou, se révéla bien mal disposé envers Vladimir Poutine et lui dévora la tête alors qu'il faisait son rapport au Kremlin.» De même pour la rapide annihilation de la Douma ou celle des locaux du FSB (ex-KGB). Œil pour œil, dent pour dent, entrailles pour entrailles.

Mais ce roman catastrophe conte aussi les aventures de divers personnages attachants cherchant à fuir Moscou sans se faire boulotter par «ces cadavres à l'estomac jamais rassasié». Ainsi de Kostia et Seva, deux jeunes frères fusionnels qui se révèlent plus malins que bien des adultes. Ou d'Assia, une enfant en costume de souris rose qui échappe aux zombies. Ces trois-là gardent espoir. Avec en filigrane cette interrogation: et si cette monstruosité généralisée débouchait sur une civilisation moins stupide, ayant appris de ses erreurs? E. B.

● Blueman, 320 p., 20 €. Traduit du russe par Philippe Frison.

PROMENER SON CHIEN EST DÉSORMAIS INTERDIT DANS UNE VINGTAINE DE VILLES IRANIENNES



	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
I. C'est toi que schème*. - II. Il offre une tournée au débit de Boisson. Excessif dans ses us. - III. Cors au pied. Il fait chambre apart*. - IV. Attention au départ. Un sou mis. - V. Apprêtera pour un rendu. Brève de contour.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1711

HORIZONTALEMENT
I. ALOPECIES. - II. GIFLE. STO. - III. FINES. - IV. ISIS. SUAI. - V. CAC. ETETA. - VI. UNESCO. AL. - VII. LC. ALCALL. - VIII. TESLA. JAS. - IX. EROTISENT. - X. URI. ROUTE. - XI. RENGAINES.

- VI. On se reposait sur sa Transat. C'est too moi. - VII. Fort nul de politesse. - VIII. Un cuirassé sur pattes. Cet emplumé rit-il? - IX. C'est tout neuf. On a vu sa gueule lampassée. - X. Sans vous déroger. - XI. Les mots flèches ai.

VERTICALEMENT
1. Les intermittents du spectacle. - 2. Fit preuve de bonnes volontés. Du veau à l'espelette. - 3. Ça va Bardella. Pis quète. Les ailes du bâtiment. - 4. Famille nombreuse. Désigné ès qualités. - 5. Tirer sa référence. Passer en arrière poupe. - 6. Certes pas une ondouillette. Doubled en copinage. - 7. Il re-gère, fédère airs**. Passés haut large. - 8. Aîlés séliens***. Ci siéront. - 9. Verse un jet torride****.

ADN

● Définitions transmises par * Robert Costantino, ** Jean-Philippe Solvay, *** Yves Dégardin et **** Jacques Kienier.



● ÉMOUVANTE CÉRÉMONIE le 30 mai au Burkina Faso, où s'est tenue la Grande Nuit du patriotisme, sorte de Césars des factieux et autres vedettes de coups d'Etat militaires ou civils (« Le Monde Afrique », 7/6). Diffusé en direct sur Canal+ Burkina, ce palmarès constitue « un événement exceptionnel pour célébrer l'union nationale et valoriser l'engagement citoyen », selon la chaîne Bolloré.

Et, sinon, ça rapporte, Canal Putsch ?

● ÉCONOMIE CIRCULAIRE : pour les 70 ans d'Europe 1, le « JDD » (8/6) publie une pleine page de photos promotionnelles de la sauterie où était convié « le Tout-Paris politique, médiatique et économique ». Sur les photos, effectivement, que du beau monde: Sarkozy et Louis de Ruguenel, Darmanin et Woerth, Wauquiez, Bayrou, Dati, Cioti et Retailleau.

Un Tout-Paris politique un peu de droite, non ?

● L'ANIMATEUR Jean-Marc Morandini revient donc, tranquillo, sur la même Europe 1, dont il avait été viré il y a neuf ans, après une enquête des « Inrocks » sur le traitement particulier qu'il réservait à de jeunes comédiens. Depuis, il a été condamné pour harcèlement sexuel et corruption de mineurs, le tout assorti d'une interdiction de travailler à leur contact ainsi que d'une inscription au fichier des auteurs d'infractions sexuelles. Sur Europe 1, il remplace – au moins jusqu'à la rentrée – Cyril Hanouna, en route pour Fun Radio, et anime « On marche sur la tête ».

Si c'est eux qui le disent...

● INVITÉ sur France Inter (3/6) à l'occasion du lancement de la chaîne T18, contrôlée par CMI France, dont il préside le conseil de surveillance, l'épaulant Denis Olivennes a évoqué l'émission de débat de la nouvelle chaîne: « Ça ne sera ni Karim Rissouli, ni Pascal Praud, ni la déconstruction woke, ni la restauration réactionnaire. » Et l'homme lige du milliardaire Daniel Kreinsky de saluer néanmoins l'« immense talent » de ces deux journalistes.

T18, ce n'est ni T17 ni T19!

● POUR FINIR, une énorme coquille. « Albert Dreyfus bientôt panthéonisé ? » s'interroge « leparisien.fr » (3/6). Qui insiste: « Le chef de l'Etat réfléchit "depuis longtemps" à un "geste" concernant le capitaine Albert Dreyfus. » « Le Parisien » a le bonjour d'Alfred (Dreyfus)!

Le Canard enchaîné

01.42.60.31.36

redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président,
directeur de la publication :
Erik EMPATAZ.

Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN.

Principaux associés :
Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odile BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THENARD
et des salariés du journal.

Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.

Rédacteur en chef :
Jean-Michel THENARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.

Anciens directeurs :
R. TRÉNO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Héric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements

01.42.60.75.16

abonnements@lecanardenchaîne.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN

– Formule papier
68 €

– Formule numérique*
58 €

– Formule papier + numérique*
84 €

– Formule intégrale*
106 €

* Edition numérique disponible
dès le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site « www.lecanardenchaîne.fr »

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Jeu est un autre

UNE SALLE D'ATTENTE sans âme. Deux plantes vertes et quatre chaises. Celles du milieu sont occupées par Florian et Jean-Philippe. Costume, cravate, visage grave, deux employés modèles. À côté de chacun d'eux, une chaise et un questionnaire à remplir.

Un homme entre, hésite, prend place à côté de Florian, coche des cases et repart. Une jeune femme arrive à sa suite, qui s'assied, elle aussi, près de Florian. Un autre visiteur choisit cette même chaise. Et encore un. « Je suis triste », rigole Jean-Philippe, surpris que personne n'ait voulu s'asseoir à côté de lui.

Alors les deux compères changent de place. L'un à droite, l'autre à gauche. Le nouveau venu fait un détour pour rejoindre la chaise de Florian. Le suivant pareil. Et l'autre aussi. Le siège à côté de Jean-Philippe est resté vide. Il est acteur, comme Florian. Il est noir, Florian est blanc.

Les "mystères du cerveau"

C'est un drôle de jeu que nous convient les journalistes Marie Drucker et Jamy Gourmaud, dans le cadre d'une soirée consacrée à la lutte contre le racisme et les discriminations. Avec la complicité du réalisateur martiniquais Lucien Jean-Baptiste et du psychosociologue Sylvain Delouève, 50 volontaires ont été interrogés ou placés dans des situations de la vie quotidienne en ignorant tout du thème de l'émission. Mieux, ils pensaient répondre à des quiz concernant les « mystères du cerveau », alors qu'ils se prêtaient à des expériences tirées de publications scientifiques internationales sur l'ancrage des stéréotypes dans notre inconscient.

Ainsi, à la vue d'une simple photo générée par l'IA, avec

A travers la Presse déchainée

Arrête ton Charles!

Dans « Le Journal de Tournon-Tain » (29/5):

« Quant au parc Général de Gaules, on a décidé de tout raser. »

Un épisode intitulé « De Gaulle et la potion tragique ? »

Planquez vos miches!

Dans « L'Union » (3/6), à propos de boulangerie:

Sur l'album de la Comtesse

TENNIS PRÉVOYANT ET DÉFIS VRAIS

OUI : « Alcaraz, l'heureux sans avanies : un sacré coup de patte final. » – « Ce Sinner pâlot qui travaille les bases de son lob méprise les coups trop lents. » – « J'ai vu douze parties. » – « Les champions essuient leurs baskets dans des baquets. » – « Boisson a subi des sets. » – Ni avanies au Belarus ni Gauff dans nulle panade.

LECTEURS : « Foot au Parc. » – « Lois Boisson a prouvé un beau tennis. » – « La peur de la défaite empêche de penser. » – « La Vierge du vœu. » – « Où naissent les fliciers ? » – « L'écure d'Égée. » – « Un échec à l'évén. » – « Bardella : ce facho aime les grosses rentes. » – « Ces bassistes aiment les rentes. »

VU : « La butte aux pins. »

LU : « Le curé prend son canard au pâté. » – « L'entraîneuse conduit l'essai. » – « Comment dessaler les bains ? » – « Les fans de marelle déballet leurs craies et lesdits se sentent concernés. » – « Cette grande chantait faux. » – « Sites de Beaulieu. » – « Brie de l'hiver. » – « Cette Colette présente ses locaux. »

pour seule explication : « Cet individu a avoué un délit », le jury populaire a tranché. Le premier accusé est beau et blond ? Il est condamné légèrement, car il a « une bonne tête ». Le second est maghrébin ? Tous ou presque ont voté pour la peine maximale. Pareil avec Johan, qui scie un antivol de vélo en pleine rue. « Il vous faudrait un coupe-boulon », lui conseille un vieil homme. Même scène, mais le comédien s'appelle Bachir. Les passants appellent la police. Tutoiement et menottes dans le dos.

Les autres épreuves ont vu ce même triomphe des stéréotypes. Comme ce (faux) savant jugé très compétent car il a lu un texte scientifique avec l'accent allemand, tandis que le même savant est devenu incompétent aux yeux de l'autre groupe parce qu'il avait l'accent marseillais.

Les participants – blancs et colorés – à cette expérience sont-ils racistes ? Ce n'est pas la question posée par cette émission, qui s'attache au contraire à décrypter les mécanismes inconscients à l'origine des stéréotypes et des préjugés conduisant à la discrimination. Parfois paresseux, notre cerveau nous incite à nous méfier de ce qui ne nous ressemble pas. Choisir telle chaise serait seulement une recherche de similarité primitive, de ressemblance avec son groupe. Un archaïsme reptilien source de tous les conflits.

C'est Lucien Jean-Baptiste, témoin de ce jeu, qui a le plus souffert des épreuves, passant de l'abattement à l'humour chagrin. Celui qu'on prend pour un coursier dans les maisons de production quand il a un casque au bras espère tout de même que cette émission « va ouvrir les consciences ».

Sorj Chalandon

● « Marie-nous tous racistes ? », de Marie Drucker et Jamy Gourmaud, le 17/6 à 21h10 sur France 2.

« Même cas de figure pour la farine : les menuisiers avaient augmenté le prix, puis l'ont baissé. »

Quand ils l'ont su, les menuisiers étaient sciés.

Pas de quoi se tresser

Dans « Le Télégramme » (3/6):

« A Surzur, les éleveurs de cheval breton se forment au tressage. »

Un dressage à tous crins !

Rue des Petites Riles

Piqué dans « Ouest France » (29/5):

« Le choc a tranché le bateau (à voile) en deux. Pris en charge par les marins-pompiers de Brest, il a été transféré au CHU pour examens complémentaires. »

Avec une aide spi-chologique ?

Repéré dans « Le Parisien » (4/6), ce match programmé à Roland-Garros:

« A partir de 11 heures: Keys (EU/n°7)-Keys (EU/n°7). »

Les paris étaient ouverts ?

Comme son nom l'indique

Dans « La Montagne » (30/5):

« Morgane Lelièvre, ultra-traileuse. »

Prises de Bec

Olivier Faure

Hello, le sommeil brille!

Repris de justesse, le premier secrétaire du Parti socialiste n'a pas son pareil pour endormir le militant.

« BONNE NUIT les petits ». Olivier Faure a sans doute regardé, quand il était gamin, ce feuilleton quotidien mettant en scène deux enfants, un gros ours et un marchand de sable. Le but du gros ours, aidé par le marchand de sable, qui joue du pipeau, était de préparer les enfants au sommeil en les abreuvant de propos lénifiants. Vous vous êtes lavé les dents, les mioches ? Oui, nounours.

Quelle meilleure façon de préparer un congrès du Parti socialiste ? François Hollande, en son temps, l'avait déjà très bien compris. Faure a donc sorti le grand oreiller, c'est bien, la sieste pour tous. Pas de débat télévisé avec ses opposants (« Cela pourrait donner des arguments à nos adversaires »), pas de débat tout court sur les sujets qui fâchent, un louvoiement perpétuel. Ainsi le patron du PS a-t-il conservé son titre – d'un cheveu, 50,9 % contre 49,1 %, soit 400 voix d'écart. Les relations avec LFI ? En gros, on rompt avec Mélenchon mais pas avec sa ligne. On rompt avec les excès de LFI, pas avec LFI. On rompt, sauf si l'extrême droite est menaçante. Et comme elle l'est toujours...

« On a réussi, lors de ce congrès, à ne rien dire sur la laïcité, l'universalisme, l'immigration, comme si les socialistes ne pouvaient pas s'exprimer sur ce sujet. On n'a jamais parlé de régalien, de sécurité, d'identité », s'agace un poids lourd du parti. Pourtant, il y a un an, le chef des socialistes avait souhaité participer aux conventions citoyennes imaginées par Bayrou sur le thème: « Qu'est-ce qu'être français ? ». L'occasion pour Faure de résumer l'avenir de ceux qui esquivent les sujets sensibles: « Les autruches finissent toujours dans la gueule du lion. » Puis on ne l'a plus entendu.

Le marchand de sable est passé

Ce fils d'une Vietnamiennne dont le père fut ministre du Viêt-minh et d'un sympathisant de l'Action française qui devint militant CFPD, avant de repartir à l'extrême droite et de voter RN à la fin de sa vie, n'avait-il vraiment rien à dire ? C'est pourtant pour parler à ce père repartit vers l'autre bord que Faure avait



Le Théâtre

Valentina (Travail de Roumaine)

C'EST une affaire de cœur. Derrière une vitrine, en fond de scène, trône un cœur dont on apprend d'emblée qu'il est miraculeux, toujours palpitant. On en entendra un battre plus ou moins régulièrement. On ne cessera d'en parler. D'en dire des choses vraies, et fausses. C'est celui d'une Roumaine venue avec sa petite Valentina s'installer en France pour le soigner. Il est plus que fatigué. À l'école, la gamine apprend très vite et très bien à parler français. Bientôt, elle accompagne sa mère lors des consultations. Faute d'interprète, Valentina doit traduire. La cardiologue a le cœur sec. Elle emploie des termes techniques sans se soucier d'être comprise. Annonce des choses affreuses d'un ton égal. Comment dire à sa mère qu'elle va bientôt mourir ?

Caroline Guelia Nguyen aime travailler sur le réel, sur l'aujourd'hui, mais en le tirant vers le conte. Cette histoire, qu'elle a écrite et mise en scène, en est un. Il s'appuie sur sa fascination pour ceux qui traduisent la parole de l'autre et se retrouvent, dans notre monde mondialisé, au cœur de ses déchirures et de ses tragédies.

La metteuse en scène a enquêté. Rencontré une interprète qui accompagne des

femmes ukrainiennes pour assurer la traduction lors de ce moment très intime qu'est l'accouchement. D'autres qui ont dû annoncer une mauvaise nouvelle à leurs compatriotes : un refus du droit d'asile, une obligation de quitter le territoire français, une maladie incurable. Et des cardiologues des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. Elle est allée chercher ses acteurs en Roumanie. La petite Angelina Iancu, qui joue Valentina, est confondante de naturel. Dans la vie, Loredana Iancu est aussi sa mère. Quelque chose émane d'elles deux, qui émeut comme

rarement – ce ne sont pas des actrices professionnelles. Paul Guta non plus, violoniste tzigane virtuose qui joue le père de Valentina, resté à Bucarest. Seule Française de la troupe, Chloé Catrin interprète à mer-

Le coin-coin des Variétés

Alain Souchon accompagné par Ours et Pierre Souchon

(Famille, je vous ai !)

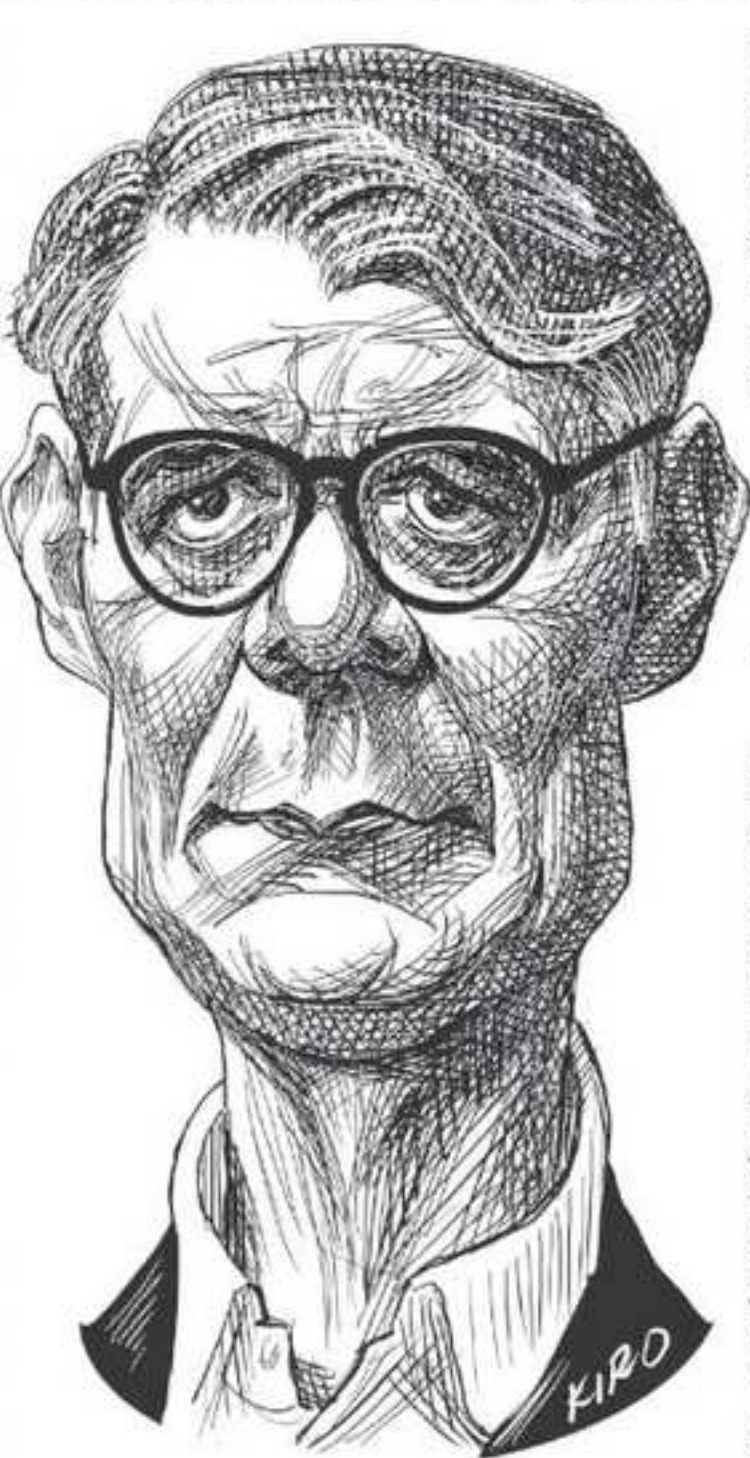
QUAND, en 1974, il chantait « J'ai dix ans », Alain Souchon en avait 30. Un demi-siècle plus tard, voilà qu'il reprend ce titre, qui n'a pas pris une ride. Il en va ainsi de toutes les reprises de ce récit. L'accompagnement et les arrangements assurés par ses fils, Ours (Charles Souchon à la ville) et Pierre, tous deux excellents guitaristes, mettent en valeur des paroles qui n'ont rien en elles qui pèse ou qui pose (évolutions ensorelantes dans « Le Baiser », spleen et désenchantement dans « Ultra moderne solitude »). Tout en

évoquant la trajectoire musicale du paternel, ce spectacle ravive les souvenirs d'enfance des fistons, illustrés par des photos et des films de famille projetés entre les morceaux. Dans une version rafraîchissante de « S'asseoir par terre », Souchon prévient de nouveau: « Tu verras bien qu'un beau matin, fatigué j'irai m'asseoir sur le trottoir d'à côté. »

Force est de constater qu'heureusement ce moment n'est pas près d'arriver.

A. A.

● Au Dôme de Paris-Palais des sports, du 13 au 15/6. Puis en tournée.



maire de Rouen – qui n'imprime pas davantage –, étant renvoyé dans ses pénates, que va faire Olivier Faure ? Pas grand-chose. Il n'aura pas la majorité au conseil national du parti, il lui faudra sans cesse rendre des comptes.

Primaire de toutes les batailles

Ah, si, un truc lui tient à cœur: « La primaire, de Ruffin à Glucksmann ». A quoi ça sert, puisque Mélenchon n'y participera pas et que lui-même, à la tête d'un PS fracturé en deux parties égales, a peu de chances d'être désigné ? A durer, au cas où. « Participer à la primaire, c'est faire des 20 heures, des matinales radio. On continue d'exister. Il ne faut pas oublier que Faure s'est déjà vu Premier ministre », s'amuse un sénateur qui n'a pas voté pour lui. Et pour la présidentielle ? Il n'a pas pu résister: « Si je suis la solution, je ne me déroberai pas », a-t-il confié. Admirable sens du devoir.

Dans son vrai-faux soutien à Mélenchon – dont il dépend pour conserver sa circonscription de Seine-et-Marne –, sa meilleure amie s'appelle Marine Tondelier. La cheffe des écoles, qui incarne aujourd'hui la branche verte de La France insoumise, s'appuie sur une base militante aussi radicale que celle de LFI. C'est elle qui a fait capoter la possible reconstitution de la gauche autour de Raphaël Glucksmann après les européennes, alors que sa liste était en tête.

Accusé avec constance de n'avoir aucune idée, Faure, le fin manœuvrier qui a gagné quatre congrès, sait rester placide dans ces moments désagréables: « Je me flatte que, dans ce parti, même quand on n'a rien à dire, on puisse être candidat. » Mais de qui parle-t-il donc ?

Anne-Sophie Mercier



rarement – ce ne sont pas des actrices professionnelles. Paul Guta non plus, violoniste tzigane virtuose qui joue le père de Valentina, resté à Bucarest. Seule Française de la troupe, Chloé Catrin interprète à mer-

Suzanne – Une histoire du cirque

dessus de la place du Capitole, à Toulouse.

Face à nous, Anna Tauber. C'est à elle que Suzanne Marcaillou, rencontrée en 2017, alors qu'elle avait 84 printemps, a confié ses souvenirs lors d'entretiens filmés. Sa voix est vive, son accent toulousain robuste, sa passion communicative, sa présence crève l'écran. Durant 1h20, nous voilà plongés dans le cirque des années 1950-1960, lorsque l'ancienne acrobate

virevoltait dans les airs avec son mari, Roger, sans filet et avec une grâce infinie.

Anna Tauber n'est ni artiste de cirque ni actrice, elle entre en piste pour la première fois. Et c'est une réussite. Dans ce solo tendre et délicat, coécrit avec Fragan Gehlker, la mémoire voltige, le passé fait des pirouettes, et le public se réjouit.

M. P.

● Vu à La Villette, à Paris. En tournée.

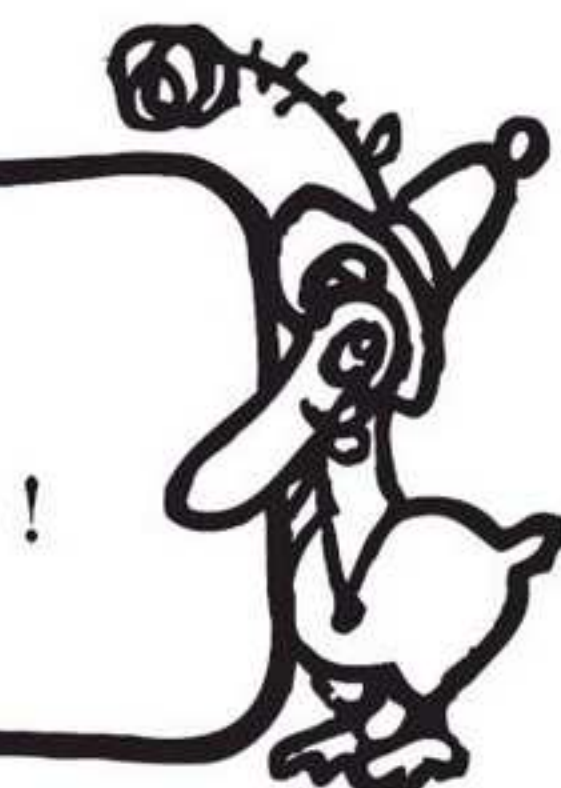




Proposition de loi
anti-fast-fashion
Contre Shein
et Temu, le Sénat
prêt à...

Le Canard enchaîné

... en
découdre !



Directeur : Erik EMPATAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DIT !**

INTERROGÉ par « L'Express » (5/6) sur le risque de voir apparaître une « Nupes de droite », Xavier Bertrand se veut rassurant : « Bruno Retailleau, ce n'est pas Eric Ciotti. » Mais encore ?

Si le ministre de l'Intérieur ne trouve pas grâce aux yeux de Ciotti, celui-ci ne tarit pas d'éloges à propos d'un autre Vendéen, Philippe de Villiers (« Valeurs actuelles », 4/6) : « J'écoute avec passion ses chroniques sur CNews. Ses constats sont lucides (...). Il transmet son amour viscéral pour la France éternelle à 1 million de Français inquiets chaque semaine. Philippe de Villiers a longtemps été caricaturé. »

Ciotti cherche un poste de cracheur de feu au Puy du Fou ?

CONSOMMATION en herne, changement climatique, exigences de l'Union européenne... les plans d'arrachage de vignes se multipliant dans le sud de la France, il faut bien songer à reconvertir les terres. De quoi faire le bonheur de la pistache. L'entrepreneur Olivier Baussan vante auprès du « Figaro » (7/6) les mérites de « cette culture, qui s'adapte facilement sur des terres sèches ou pauvres. Historiquement, le vin et la pistache cohabitent d'ailleurs souvent ».

Vive le gros rouge qui (pis)tache !

ENTENDU dans la bouche de Marine Le Pen lors de sa prise de parole du 9 juin, à l'occasion d'un grand raout de l'extrême droite organisé dans le Loiret, près de Montargis (BFMTV, 9/6) : « La Pentecôte, qui marque, comme vous le savez, la descente de l'Esprit saint sur les premiers chrétiens et la naissance de l'Eglise (...). »

Un lapsus classique mais toujours admirable, qui a eu le mérite de faire monter quelques rires dans une assemblée d'ordinaire peu portée sur l'humour.

Pour une fois que ce n'est pas Bardella qui fait l'épître...

UN CANDIDAT DE 8 ANS
AU BACCALAURÉAT

DÉSOLÉ !
LES DOUBTUS
NE SONT PAS
AUTORISÉS !



JACKPOT pour le nouveau pédégé de Stellan-tis, l'Italien Antonio Filosa : il pourra gagner jusqu'à 20 millions d'euros d'ici à 2028. Cette somme, rappelle « Libé » (10/6), « c'est l'équivalent de 925 années de smic brut et 1 168 années de smic net. Soit près de 55 000 euros par jour ». A une condition, toutefois : que les actionnaires soient contents de son boulot. Et, du pain sur la planche, il en a, avec un bénéfice net qui a plongé de 70 % en 2024 et un chiffre d'affaires en chute libre (-17 % en 2024, -14 % au premier trimestre 2025).

Qui paiera les pots cassés ? Les milliers de clients qui attendent encore un remboursement à la suite des dysfonctionnements du moteur PureTech (« Le Canard », 28/5) et les salariés - plusieurs sites sont menacés, à Douvrin et à Poissy, notamment. Un grand patron, ça se mérite.

LA FRANCE A PERDU 21 000 MILLIONNAIRES EN 2024



De l'écolo dans le gaz

L'N'EST PAS CONTENT, le Président. Il est même très fâché. Le voilà qui se répand dans les colonnes de la presse régionale. Ils ont osé. L'objet de sa colère ? L'écologie, que son gouvernement se permet d'attaquer à coups de reculs spectaculaires, comme la fin des ZFE (zones à faibles émissions) dans les centres-villes, ou le gel de MaPrimeRénov'. Le chef de l'Etat a sorti les belles phrases et les mots qui claquent, ce qu'il fait très bien : « C'est une erreur historique de céder aux facilités du moment et de détricoter. » Ce n'est pas lui qui céderait aux « facilités du moment » en autorisant le glyphosate après avoir promis de l'éradiquer. Et loin de lui l'idée d'occuper le champ

médiatique pour éviter la marginalisation en s'emparant du sujet.

Ce n'est pas parce qu'Emmanuel Macron n'intervenait pas, et ce depuis de longs mois, qu'il ne bouillait pas intérieurement. Bien sûr, lors de son intervention sur TF1, le 13 mai, il n'a pas non plus trouvé le temps d'aborder ce sujet. Et il n'a pas davantage sermonné ses soutiens, aux abonnés absents, lorsque le « zéro artificialisation nette » (ah, la novlangue écolo...) a été vidé de sa substance en exemptant les projets industriels.

Les gouvernements Barnier et Bayrou ont réduit les budgets consacrés à la rénovation énergétique des bâtiments, mais celui d'Attali l'a fait aussi. Où était-il, alors,

le Président ? Il prenait de la hauteur, il peaufinait sans doute sa dernière trouvaille sémantique : l'« écologie à la française ».

C'est quoi, ce truc qui fait se gondoler les scientifiques ? Eh bien, c'est la troisième voie de l'écologie, entre l'« écologie punitive » des méchants gauchos et le « climatocépticisme » de l'extrême droite. Les rapports du Giec ont beau se succéder, parlant d'urgence, expliquant qu'il faut des mesures radicales, le Président n'en démord pas : en matière d'écologie, il a inventé l'eau tiède et n'entend pas être spolié de sa trouvaille.

A.-S. M.

GUERRE DES DRONES : LES RUSSSES
PASSENT À LA VITESSE SUPÉRIEURE



Très drone, le DJ !

LES SERVICES SECRETS ukrainiens (SBU) seraient-ils en train de détrôner le Mossad ? En septembre 2024, les espions israéliens avaient impressionné leurs homologues avec l'explosion des biceps

du Hezbollah. L'opération « Toile d'araignée », imaginée par le SBU pour détruire, le 1^{er} juin, 41 bombardiers russes, a sidéré la planète. Un scénario digne des meilleurs John le Carré...

Selon « Le Parisien » (8/6),

c'est un ex-DJ ukrainien naturalisé russe qui aurait coordonné sur le terrain l'attaque des 117 drones qui se sont envolés depuis plusieurs camions stationnés près de cinq bases aériennes russes. Parti s'installer dans l'Oural en 2016 avec son épouse styliste, Artem Timofeev fréquentait des designers, des publicitaires et des musiciens. Mais voilà que, fin 2024, le Bob Sinclar ukrainien s'enregistre brutalement comme entrepreneur dans le transport routier.

Trois jours avant le déclenchement de l'opération, l'ex-DJ a quitté la Russie pour célébrer ses neuf ans de mariage à Astana, au Kazakhstan. On connaît la suite.

Les Russes vont surveiller de près les prochaines compositions de David Guetta...

O. B.-K.

Le mur du çon

FRANCHI plein pot par le nommé Laurent Jaoul, maire de Saint-Bres (Hérault), qui s'en prend à son collègue Renaud Calvat, premier vice-président de la métropole de Montpellier. Ce dernier a eu le malheur de soutenir le projet de zone à faibles émissions (ZFE) dans « Midi libre » (1/6), en précisant : « Mon conjoint conduit une vieille Fiat Punto essence, cotée 1200 euros mais classée Crit'Air 1. » Jaoul a aussitôt adressé une lettre ouverte aux 31 maires de la métropole :

« Soit c'est une plaisanterie de très mauvais goût pour les ménages modestes qui n'avaient pas les moyens d'acheter un nouveau véhicule, soit il s'agit d'une voiture à pédales (...). »

Question plaisanterie de très mauvais goût, Jaoul risque le retrait de permis.



TRUMP-MUSK



Les tweets auxquels vous avez échappé

TRUMP : « Taupé w-kiste ! »

MUSK : « Raclure centriste ! »

T. : « Va sniffer ta kétamine sur Mars ! »

M. : « Arrête le fond de teint orange, tronche d'agrumes ! »

T. : « T'es natif d'Afrique du Sud, retourne chez les ours. »

M. : « Ta famille vient d'Allemagne, et ils sont même pas nazis ! »

T. : « Reprends ta Tesla

à piles, je préfère une vraie bagnole qui pollue bien ! »

M. : « Prends ta voiturette et dégage, trou de balle de golf ! »

T. : « Ta fusée Dragon, tu sais où tu peux te la carrer ! »

M. : « Parle-moi meilleur, sinon je te tronçonne la mèche ! »

J. D. VANCE (le vice-président US) : « Ça suffit, les garçons ! Calmez-vous, c'est l'heure du goûter ! »

Tweets interceptés par Frédéric Pagès

Très chers malades

DU NERF, les souffreteux ! Vos traitements coûtent un bras à l'Assurance-maladie, qui, elle, est bien malade, avec ses 22 milliards d'euros de déficit. Pour la soigner, le gouvernement a décidé de vous frapper directement au porte-monnaie. Gare à la purge !

Le sous-ministre de la Santé, Yannick Neuder, souhaite ainsi resserrer la prise en charge des affections de longue durée dès 2026 (LCP, 2/6). Le système permet aux bons clients du cancer et du diabète, aux malades psychiatriques et autres victimes d'AVC de ne pas payer de leur poche la part des soins géné-

ralement assumée par les mutuelles. Quelque 13,7 millions de profiteurs ?

L'exécutif surveille aussi les arrêts de travail, en pleine « dérive ». Ce n'est pas parce que vous devez trimer plus longtemps et que vous peinez à trouver un toubib qu'il faut flancher, les gars ! Quant aux jeunes, on ne vous a pas oubliés. Depuis mars, les femmes enceintes sont également concernées par la baisse de 10 % de l'indemnisation en cas de maladie, pour tous les fonctionnaires.

Tant pis pour le « réarmement démographique ».

F. R.-G.

Gaza : touche pas à mon blocus !

PAR LA BARBE du Prophète et des patriarches ! Un voilier, le « Madleen », avec à son bord 12 militants, prétendait « briser le blocus de Gaza » en vigueur depuis 2007. En visant en particulier le blocage de l'aide humanitaire instauré le 2 mars et toujours pas réellement levé, que Macron qualifie de « scandale » et de « honte ». Parmi les passagers, la passionaria écolo suédoise Greta Thunberg et six Français, dont l'eurodéputée LFI Rima Hassan et deux journalistes.

Les commandos de la marine israélienne qui les attendaient ont, comme annoncé, intercepté le rafiot, dans la nuit du 8 au 9 juin, à 185 km des côtes de

Gaza, dans les eaux internationales, puis l'ont escorté vers le port israélien d'Ashdod, avec ses 12 passagers en instance d'expulsion vers leurs pays respectifs. « L'interception du « Madleen » par Israël et la détention de l'équipage bafouent le droit international », a dénoncé Amnesty International.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a stigmatisé, pour sa part, une « provocation médiatique dans le seul but de se faire de la publicité » et une simple virée de « célébrités » à bord d'un « yacht selfie ». « Le Monde » (9/6) souligne : « Si l'opération (d'interception) s'est déroulée sans heurts, la

communication israélienne est véhémente. » Ainsi, le ministre de la Défense, Israël Katz, attentionné, a ordonné à l'armée de projeter aux 12 militants « des vidéos d'horreur du massacre du 7-October », en arguant : « Il est juste que Greta l'antisémite et ses amis partisans du Hamas aient précisément quelle est l'organisation terroriste qu'ils sont venus soutenir. » Ils sont bons pour la rééducation, en somme ?

Et qu'ils s'estiment heureux ! En 2010, l'assaut des forces spéciales israéliennes contre une flottille palestinienne partie de Turquie avait fait dix morts.

D. F.

CES TROTINETTES ÉLECTRIQUES
QUI PRENNENT FEU



**VITE
DIT !**

DES NOUVELLES des directeurs de Notre-Dame de Bétharram. Romain Clercq, actuellement à la tête de l'établissement, sera muté à la rentrée prochaine au collège et lycée Saint-Joseph d'Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques). Des victimes ont dénoncé son « silence » et son refus obstiné de les recevoir (Franceinfo, 24/4). Pas sûr qu'il fasse l'unanimité à son prochain poste...

Vincent Landel a, quant à lui, dirigé Bétharram de 1993 à 1999, avant d'être nommé archevêque de Rabat, au Maroc. Ministre qu'il occupait encore en 2017, lorsque a été accueilli dans son diocèse un certain Yves Grosjean, curé en provenance du diocèse de Dijon. Ce dernier a été mis en examen et placé en détention provisoire le 30 mai suite à une plainte pour agressions sexuelles sur mineur, pour des faits remontant à 2010 (« Le Bien public », 31/5). Le recyclage, c'est un art.

LA MODE À GAZA



C'A S'EN VA et ça revient, chez Reform UK, le parti d'extrême droite de « Mister Brexit », Nigel Farage. Son président, Zia Yusuf, avait claqué la porte le 5 juin, en raison d'un désaccord sur l'interdiction du port de la burqa, estimant que travailler pour faire élire Reform UK n'était plus « une bonne utilisation de [s]on temps » (BBC, 7/6).

Se disant touché par de nombreux messages de soutien, il est vite revenu sur sa décision, la mettant sur le compte de l'épuisement et s'empressant de déclarer qu'il était entré en politique « par conviction que Nigel Farage était l'homme » qu'il fallait pour diriger le pays. De quoi soulager ce dernier : Zia Yusuf, en tant que musulman et fils d'immigrés sri lankais, est une précieuse caution au sein de ce parti... anti-immigration.

Pour Nigel, c'est nickel.



Le moment pour s'abonner

L'actualité ne manque pas, vous l'aurez constaté, et c'est une très bonne raison d'en profiter pour vous abonner au « Canard enchaîné ».

Choisissez la formule que vous préférez

L'abonnement 100 % numérique à partir de 4,90 € par mois.

L'abonnement papier à partir de 5,70 € par mois.

L'abonnement papier + numérique à partir de 7 € par mois.

L'actualité du moment, c'est aussi le moment de s'abonner.



<https://qrco.de/canard-abo>